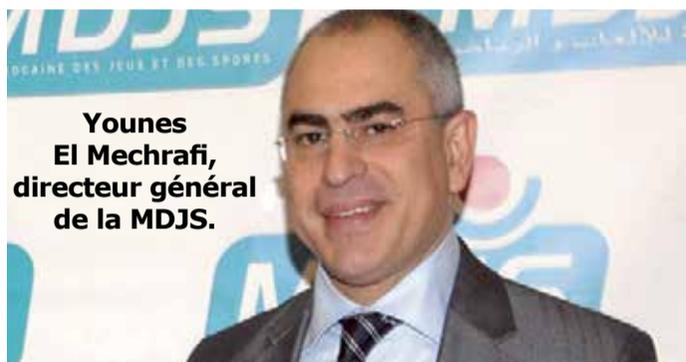


Reconstruction des zones sinistrées par le séisme

Les architectes veulent plus de briques

P6



Younes El Mechrafi, directeur général de la MDJS.

Jeux d'argent illégaux en ligne

Le Maroc parie sur la justice

P17

Said Naciri, Abdenbi Bioui et les autres

LES HOMMES À AFFAIRES DU PAM

P12



Said Naciri.



Abdenbi Bioui.

Al Moutmir

Un atout précieux pour l'agriculture nouvelle génération...



P14

Enquête *Festival international du film de Marrakech*

Un grand festival victime de clichés

P18

Confus DE CANARD

La bataille du développement

P2

GAZA: SIONISME INHUMAIN...



L'entretien - à peine - fictif de la semaine



Nizar Baraka

Cette manne fabuleuse nous fait saliver

P17



Confus de **CANARD**



Abdellah Chankou
Directeur de la publication

La bataille du développement

Les nihilistes vous diront sur un ton se voulant convaincant que le Maroc, ce pays des paradoxes par excellence, n'a pas fait grand-chose en 68 ans d'indépendance, tout en s'employant à brosser un tableau noir de la situation nationale. A les entendre argumenter, tous les (mauvais) ingrédients sont réunis pour que vous envisagiez sérieusement de quitter, si vous êtes un père de famille, le pays avec armes, femmes, enfants et bagages vers des cieux supposés plus cléments. Ces pessimistes sur commande prennent souvent prétexte des insuffisances et autres dysfonctionnements qui plombent encore le pays pour le présenter sous un jour apocalyptique. Or, la réalité est beaucoup plus nuancée qu'elle n'est dépeinte par ces oiseaux de mauvais augure qui pérorant dans les salons en comité restreints ou déversent leur fiel sur le pays via, soi-disant, des analyses savantes. En Plus de 60 ans d'indépendance, le Maroc a réalisé, n'en déplaise aux partisans invétérés du « verre à moitié vide », des progrès dans plusieurs domaines qui lui permettent aujourd'hui, malgré les insuffisances constatées çà et là, de prétendre à un rang plus flatteur sur l'échelle du développement. Des insuffisances que S.M le Roi Mohammed VI s'est attelé, dès son accession au trône en juillet 1999, à réduire en lançant plusieurs initiatives visant à résorber le déficit social, mesures parmi lesquelles figure l'initiative nationale de développement humain (INDH), destinée à aider les couches vulnérables, que ce soit dans les villes ou les campagnes, à se prendre en charge à travers le soutien d'activités génératrices de revenus. Sur ce plan, la réussite est remarquable puisque ce chantier, qui reste perfectible, a permis de faire reculer la pauvreté dans le pays, avant que la pandémie du Covid-19 ne vienne provoquer une urgence sociale sans précédent en creusant un peu plus les inégalités qui restent flagrantes. La généralisation de la couverture sociale et l'instauration de l'aide directe en faveur des classes nécessiteuses, chantiers ordonnés par le souverain, sont des pièces maîtresses de l'édifice social qui reste évidemment à consolider par l'amélioration du pouvoir d'achat de la population affaibli par l'inflation.

Dans cette optique, le véritable défi réside dans la capacité des décideurs à faire en sorte que les fruits de la croissance économique, dont le taux doit être à deux chiffres, pour que le Royaume prétende réellement au statut de pays émergents, puissent profiter à tous les citoyens, et non pas seulement à une petite minorité. A cet égard, le gouvernement est appelé plus que jamais à redoubler d'efforts et d'initiatives pour attirer davantage d'investissements de pointe vers le Royaume en vendant mieux sa stabilité politique inestimable et sa position stratégique privilégiée. Dans un monde

en pleine mutation, façonné par de nouvelles alliances géopolitiques, le Maroc fort de ses deux façades maritimes, atlantique et méditerranéenne, a de bonnes cartes à jouer. Le Maroc a plus que jamais tous les atouts en main pour prendre, dans le droit fil de la vision royale, le lead comme plateforme mondiale des industries de demain et des échanges commerciaux. Avec comme appui majeur son ancrage africain que le souverain a réaffirmé lors du dernier discours de la Marche Verte.

La prospérité sinon pour tous du moins pour le grand nombre de nos concitoyens est à ce prix. C'est en étant conscient de ces atouts non négligeables que le Maroc, sous l'impulsion royale, a consenti de gros efforts dans le domaine des infrastructures notamment portuaires (Tanger Med, Nador West Med en devenir et port Dakhla Atlantique...), ferroviaires (la Ligne à grande vitesse),

En pleine mutation, façonné par de nouvelles alliances géopolitiques, le Maroc fort de ses deux façades maritimes, atlantique et méditerranéenne, a de bonnes cartes à jouer.

autoroutières et aussi dans le domaine énergies propres (le complexe Noor). Objectif : mettre le pays sur les rails du décollage économique en attirant les investisseurs étrangers. La mayonnaise commence à prendre puisque le pays devient désormais la destination privilégiée des constructeurs aussi bien automobiles que aéronautiques. Cette ouverture sur la dynamique des délocalisations à haute valeur ajoutée doit impérativement s'accompagner d'une politique volontariste en la matière. Le but étant d'encourager le « produire local » et réduire le fardeau des importations qui creuse dans des proportions ahurissantes le déficit commercial. L'un des principaux enjeux est justement d'assurer au Maroc une autonomie stratégique dans des secteurs stratégiques et de ne pas rester à la merci de la Chine pour son consommable

industriel et technologique. Dans un contexte mondial marqué par l'explosion sans précédent des prix des matières premières et autres intrants, il est salutaire de prendre le contrôle de son destin national. Il y va de la souveraineté économique du pays et de son avenir. Les recommandations du rapport sur le nouveau modèle de développement recourent dans bien des aspects cette nécessité de cesser de sous-traiter aux autres les produits qui exigent un knowhow pointu. Devenir une terre inventive ne se décrète pas. Cela se construit en tenant le bon bout : l'investissement dans le capital humain et avec en parallèle, pour gagner du temps, la conclusion de partenariats win-win de transfert technologique. L'homme marocain est connu pour son potentiel créatif qu'il utilise hélas pour monter des combines et autres astuces, faute de sa canalisation dans des domaines productifs avec le soutien actif d'un État stratège qui trace un cap industriel ambitieux ... Tout comme l'assistanat, le sous-développement n'est pas une fatalité. Mais la trajectoire d'un pays est déterminée généralement par les choix de ses décideurs: Rester une destination moins disante des petites mains ou se positionner comme une nation des cerveaux, entreprenante et créative. Le Roi Mohammed VI nourrit de grands desseins pour le royaume et son peuple. Ce qu'il n'a de cesse de montrer, depuis son accession au Trône, par les chantiers d'envergure qu'il lance, les accords de partenariat qu'il initie et les stratégies visionnaires qu'il déploie. Au gouvernement de transformer l'essai par le suivi et la mise en œuvre. Des hautes orientations royales. Terre des braves, le Maroc millénaire, debout malgré l'adversité et les coups bas, qui tel un roseau plie mais ne se brise pas, a arraché son indépendance en 1956 au prix de moult sacrifices. L'immense défi consiste aujourd'hui à œuvrer d'arrache-pied en vue d'acquiescer sa souveraineté dans des secteurs-clés. Reste à désenclaver les régions du Maroc profond par l'accélération du rythme du maillage autoroutier et ferroviaire tout en accompagnant ces chantiers d'une politique d'aménagement du territoire plus ambitieuse pour mieux agir sur les mutations économiques et sociologiques. La régionalisation avancée, adoptée par les pouvoirs publics comme un choix irréversible, est censée justement valoriser le potentiel des territoires en augmentant leur attractivité. Tout un programme dont la réussite est tributaire essentiellement des hommes en charge de son exécution. Force est de constater qu'à ce niveau-là, le registre des élites locales est passablement dégarni à cause de la crise structurelle qui frappe la classe politique. On revient toujours aux hommes, le talon d'Achille du Maroc. On sait construire selon les normes les plus modernes des routes, des bâtiments, des hôtels et des ports. Reste à bâtir la mère des chantiers. L'homme dans toutes ses dimensions. ▀



Côté **BASSE-COUR**



Grève des enseignants

Le mouvement se durcit...

La coordination des enseignants a décidé de poursuivre son bras de fer avec le gouvernement en reconduisant sa grève pour la quatrième semaine consécutive (jusqu'au 16 novembre). Loin de faiblir, ce mouvement, décrété malgré l'accord signé entre l'exécutif et les syndicats, a été initié en guise de protestation contre le nouveau statut de l'Éducation nationale concocté par le ministre de tutelle Chakib Benmoussa. Dessaisi de ce dossier épineux par le chef du gouvernement, M. Benmoussa qui s'est cadennassé dans une position politiquement délicate s'est mis à dos le corps des enseignants. Celui-ci s'est radicalisé davantage après l'annonce du maintien des retenues sur salaires des grévistes qui attendaient sur ce point litigieux un geste d'apaise-

ment de la part de l'exécutif. Une mesure adoptée par Chakib Benmoussa qui a saisi la direction des dépenses du personnel à la Trésorerie Générale du Royaume afin d'activer la procédure de retenue sur les salaires pour « absence illégale du travail ». « Il s'agit d'une disposition légale [retenues sur salaires] qui ne saurait être enfreinte par le gouvernement », a indiqué le porte-parole de l'exécutif Mustapha Baitas lors d'un point de presse jeudi 9 novembre. « Nous sommes prêts à discuter dans un cadre constructif, transparent et ouvert avec les différentes parties », a poursuivi le ministre RNI qui a toutefois prévenu que « les élèves ne peuvent pas être pris en otage à cause de ces grèves ». Mais ils le sont déjà sans que le gouvernement ne semble en mesure de faire cesser ces débrayages très



Les enseignants on perdu beaucoup de points...

pénalisant pour les apprenants du public issus majoritairement des classes démunies. L'alliance nationale des associations des parents et tuteurs d'élèves avait adressé une lettre au chef du gouvernement où elle a dénoncé cette situation scandaleuse qui s'est traduite depuis la rentrée scolaire par la perte de plus de 45 jours de cours. Avec cette grève qui perdure, le gouvernement Akhannouch traverse la pire crise

sociale depuis son avènement en 2021. L'impasse est totale. Chacun des protagonistes campant sur ses positions, le tableau s'annonce sombre. Pour désamorcer cette crise, le Premier ministre Aziz Akhannouch, qui a réuni les chefs de la majorité lundi 13 novembre à Rabat, a lancé l'idée d'une commission ministérielle pour relancer le dialogue avec les syndicats. Sa politique de la main tendue sera-t-elle suivie d'effet ?

Le chef de parti était un passeur de migrants...

Décédé en janvier 2021, Abderrahim Lahjouji doit se retourner dans sa tombe. Le parti politique, Forces Citoyennes (FO) qu'il a fondé en 2001, a sombré des activités obscures qui n'ont rien à voir avec l'action politique. Son secrétaire, A,J, a été déféré le 10 novembre devant le tribunal de première instance de Kénitra (ville dont il est conseiller communal) suite à de nombreuses plaintes déposées à son encontre par des candidats à l'immigration clandestine. Ces derniers ont affirmé, échanges digitaux à l'appui, à la police judiciaire, que le mis en cause a promis de faciliter leur arrivée en Europe et lorsqu'ils ont compris qu'ils les menaient en bateau, ils ont vainement tenté de récupérer leur argent. D'où leur plainte pour escroquerie. Le chef de parti indélicat peut s'enorgueillir d'avoir élaboré un programme concret : militer dans le secret pour que des desperados s'installent de l'autre côté de la Méditerranée et contribuer par conséquent à l'élargissement de la communauté marocaine à l'étranger !

Visa Schengen La fin des restrictions françaises

L'ambassadeur de France au Maroc a annoncé lundi 13 novembre la levée de toutes les mesures restrictives pour la délivrance de visas par les consulats de France. « Désormais, il n'y a plus aucune limitation en termes de délivrance de visas par la France. Toute personne qui présente les conditions requises pour obtenir un visa obtiendra son visa », a déclaré Christophe Lecourtier sur les ondes de la radio 2 M. En septembre 2021, Paris avait décidé de

durcir les conditions d'obtention de visa pour les ressortissants maghrébins en divisant par deux le nombre de visas accordés aux ressortissants algériens et marocains et en réduisant d'un tiers ceux des Tunisiens. Le porte-parole du gouvernement de l'époque, Gabriel Attal, avait motivé cette décision par "le fait que ces pays n'acceptent pas de reprendre des ressortissants que nous ne souhaitons pas et ne pouvons pas garder en France". Une mesure pour le moins incompréhensible per-



Christophe Lecourtier, ambassadeur de France au Maroc.

que comme un acte de chantage dans bien des cercles au Maroc et aggravé les tensions diplomatiques entre les deux alliés traditionnels. L'ambassadeur de France a annoncé que la situation était donc revenue à la normale avec une hausse prévue de 80% du nombre de visas délivrés en 2023, soit un refus d'un visa sur huit. Ce qui est un signe manifeste de la fin de la crise franco-marocaine. Souvent injustifiés, les rejets des dossiers de visa par les services consulaires français ont laissé des traces profondes jusque dans l'élite marocaine dont nombre de membres

ont essuyé des refus. Ce qui a contribué à nourrir le désamour envers une France macronienne devenue méconnaissable pour ceux-là même qui ne juraient jusque-là que par le pays de Molières dont la langue commence, dans le sillage de cette crise, à perdre du terrain au profit de l'anglais. C'est-à-dire l'immensité de la tâche de Christophe Lecourtier qui, au-delà de la levée des restrictions sur les visas, aura fort à faire pour reconquérir les cœurs des Marocains. Tout un programme. ▶

Fiscalité

Très cher smartphone

A partir de 2024, les smartphones seront plus chers que d'habitude. En cause, une disposition du PLF 2024, dont la première partie a été adoptée samedi 11 novembre par 22 voix pour et 9 contre, qui propose une hausse vertigineuse du taux de TVA qui passe de 2,5% à 30% ! Au début, les députés de la majorité, érigés en défenseurs du pouvoir d'achat des Marocains, ont estimé qu'il faut garder une TVA à 2,5% pour les appareils vendus moins de 2.000 DH et qui sont les plus utilisés par une grande partie des usagers marocains. Pour les téléphones portables dont le prix oscille entre 2.000 et 8.000 DH, il a été proposé d'appliquer une TVA à 17,5% et une TVA à 30% pour les gadgets affichant 8.000 DH et plus. Cette mesure, une TVA à 30%, a été maintenue pour tous les smartphones par le gouvernement qui a rejeté l'ensemble des amendements en commission. Motif : l'absence d'un consensus partisan sur une variabilité du taux en fonction de la valeur du téléphone avec l'idée de taxer davantage les smartphones de luxe de plus de 8.000 DH l'unité. Les conseillers de la deuxième Chambre sauront-ils amender cette taxation forte et sans appel ?

PLF 2024 : Hausse des taxes sur l'alcool

Pourquoi ils nous taxent tout le temps ? Parce que nous sommes des adeptes incorrigibles du liquide...



Boudali



Côté **BASSE-COUR**



Marche contre l'antisémitisme La France palestinophobe prend le devants...

Dimanche 12 novembre, Paris a connu une marche contre l'antisémitisme à l'appel de la présidente de l'Assemblée Nationale Yaël Braun-Pivet et du président du Sénat, Gérard Larcher. Les participants à cette manifestation n'ont pas écopé d'amendes à l'inverse des marcheurs pro-palestiniens qui sont descendus quelques semaines plus tôt dans la rue parisienne. Là aussi, les doubles standards sont appliqués. Vibrer pour la Palestine occupée et opprimée dans les villes de France semble relever d'un acte subversif... Le président français Emmanuel Macron aura-t-il le courage d'appeler à une marche contre les crimes abominables de l'occupation israélienne ? Il ne faut pas rêver ! Seul l'antisémitisme parle à une certaine France palestinophobe. C'est elle avec ses principaux partis qui a pris part à la marche contre l'antisémitisme, à l'exception de La France Insoumise (LFI) de Jean-Luc Mélenchon qui s'est démarqué en organisant le jour même son propre rassemblement pour "tous les combats antiracistes" près de l'emplacement de l'ancien Vel' d'Hiv' en guise de refus de défilé aux côtés de l'extrême droite mais aussi pour dénoncer un « appel politicien » qui « n'aura finalement servi qu'à



Une marche boycottée par LFI de Melenchon...

blanchir l'extrême droite et déchaîner des expressions de la haine contre les musulmans ». Même sursaut de lucidité et de courage du côté de l'ancien président de Médecins sans frontières Rony Brauman (MSF Rony Brauman). Dans une interview à TV5 Monde, ce natif de Al Qods a déclaré samedi 11 novembre, qu'il ne participerait pas à la marche contre l'antisémitisme, estimant qu'il s'agissait d'une « marche en soutien à Israël et non une marche contre le racisme ». C'est clair, net et précis. Les promoteurs et les participants de cette marche ont choisi clairement leur camp en le plébiscitant même. Le camp des génocidaires et de leurs complices. « Pourquoi on ne fait pas une marche contre l'antisémitisme et l'islamophobie en même temps », s'est interrogé à juste titre l'animateur Cyril Hannouna sur C8. Et la réponse fuse de la bouche du député du Rassemblement national Julien Odoul selon laquelle l'islamophobie n'est pas condamnable en France au nom du « droit de critiquer toutes les opinions religieuses » ! L'argument est réducteur et l'amalgame flagrant. Car l'Islam n'est pas une simple opinion mais une foi, un code de conduite. C'est la deuxième religion de France et elle est pratiquée par plus d'un milliard d'individus dans le monde. ▶

Beurgeois
GENTLEMAN

Ça parle plus arabe que gaulois en France (20)

Selon Jean Pruvost, lexicologue, le vocabulaire français serait composé d'environ 500 mots d'origine arabe, voire plus, soit 350 de plus que les mots gaulois qui ne seraient que 150 ! Ci-dessous une liste non exhaustive de mots d'origine arabe commençant par la lettre J : Jihad : جهاد, en arabe, littéralement « effort ». L'actualité nous a fait perdre, à coups d'attentats et de slogans doctrinaires, le véritable sens du mot jihad. Le terme jihad est forgé à partir d'une racine arabe « جهد JHD » qui désigne l'effort. Dans son sens originel, le jihad c'est avant tout un effort sur soi-même pour lutter contre ses mauvais penchants, pour suivre le chemin de la perfection, donc pour être le meilleur citoyen possible. Le mot arabe jihad indique « un effort tendu vers un but déterminé ». Plus tard, hélas, le terme jihad est traduit par « guerre sainte » dans les langues occidentales, le djihad a varié au cours des siècles dans sa conception comme dans son application. Ce n'est plus un devoir personnel du citoyen, c'est devenu un devoir collectif s'adressant à l'ensemble des musulmans (Oumma). Depuis l'actuelle Arabie Saoudite, l'islam s'est propagé au monde entier et c'est devenu un devoir permanent pour la communauté musulmane. Le jihad est ainsi devenu une institution pour propager l'islam dans les territoires non encore gagnés à l'islam, décrits comme le domaine du combat ou pour défendre l'islam contre un danger. Pour être légitime, il doit avoir des chances raisonnables de succès. Juifs et chrétiens, en qualité de « gens du Livre » croyant au même et unique Dieu, peuvent devenir « protégés » par la communauté musulmane. Ils jouissent alors d'un statut privilégié et conservent le libre exercice de leur culte. Dans le Coran, la prescription du jihad est nettement exprimée. Dans la sourate II (La Génisse), verset 186, il est dit : « Combattez dans le Chemin de Dieu ceux qui vous combattent, ne soyez pas transgresseurs ! Dieu n'aime pas les transgresseurs. » Le verset 187 : « Tuez-les partout où vous les atteindrez ! Expulsez-les d'où ils vous ont expulsés ! La persécution est pire que le meurtre. Ne les combattez point près de la Mosquée sacrée avant qu'ils vous y aient combattus ! S'ils vous combattent, tuez-les ! Telle est la récompense des Infidèles. » Le verset 189 : « Combattez-

les jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de persécution et que le Culte soit rendu à Dieu ! » Cette révélation est incontestablement dirigée, non contre les infidèles en général, mais contre les seuls polythéistes de La Mecque. Car le jihad s'explique aussi par les conditions rencontrées par le prophète à Médine.

La sourate II contient également le célèbre verset 257 : « Pas de contrainte en religion. La vérité se distingue assez de l'erreur ! » Ce verset a inspiré tous ceux qui se fondent sur le maintien et le respect des autres religions monothéistes dans la société musulmane. ▶ (À suivre)

Beurgeois.Gentleman@gmail.com Retrouver les anciens épisodes en version électronique sur notre site web www.lecanardlibere.com



Cette France qu'on fait marcher...

SAMIR BERHIL

Dimanche 12 Novembre 2023 a connu l'organisation de la marche antisémitisme à Paris et dans tout l'hexagone, avec un chiffre annoncé par la police de 180.000 manifestants (100.000 soit disant pour la seule capitale). Or, les autorités françaises minimisent systématiquement le nombre des participants en divisant presque leur nombre par deux quand il s'agit de manifestations organisées à l'appel des syndicats qui se posent en opposant au gouvernement. Il est clair que le chiffre de 100.000 annoncé par la préfecture pour la marche de Paris intra-muros est très exagéré. En tout cas, on est loin des 500.000 manifestants de la marche pro-palestinienne de Londres organisée la veille dans un climat pacifique. Les observateurs ont déploré l'absence du bleu blanc rouge dans le cortège parisien où ne dominait que le blanc, même si le 17^{ème} arrondissement parisien compte plus de 45.000 Français de confession juive (la plus grande communauté de France et en Europe selon le Parisien du 24 janvier 2019). En intégrant les autres arrondissements limitrophes, toutes couleurs ou appartenances confondues, on peut dire que l'initiative des deux présidents (Sénat et Assemblée nationale) a fait Pschitt. En guise de session de rattrapage, une autre manifestation est prévue dimanche 19 novembre, toujours à Paris intra-muros. Une marche qui se veut silencieuse et sans parti pris, organisée par le monde de la culture toutes ses sensibilités confondues avec l'engagement effectif de certaines personnalités, comme Pierre Richard, Elsa Zyberstein, Leila Slimani, Philippe Geluk ou Michel Jonas, entre autres. Elle est splendide cette France qu'on continue à faire marcher. ▶



Côté BASSE-COUR



Guerre israélienne contre les Palestiniens de Gaza

Le plaidoyer royal

À l'occasion du Sommet extraordinaire arabo-islamique à Riyad, en Arabie Saoudite du samedi 11 novembre, le Roi Mohammed VI a adressé un discours clair et ferme sous forme d'un appel urgent à une désescalade à Gaza et à la cessation immédiate des agressions militaires contre les populations civiles.



Un appel urgent à la désescalade.

Dans son message dont le chef du gouvernement, Aziz Akhannouch a donné lecture, le Roi Mohammed VI évoqué les conséquences dévastatrices des affrontements armés persistants dans la Bande de Gaza, notant que ces conflits ont entraîné la perte de milliers de vies et causé d'innombrables blessures au sein d'une population civile sans défense, évoluant dans un climat de chaos exacerbé par un blocus total. Le souverain a vivement dénoncé cette situation, qualifiant ces actes d'une violation

flagrante des lois internationales et des principes humanitaires fondamentaux.

« Bien que des voix de la sagesse se soient élevées pour appeler à la désescalade et à l'apaisement, l'artillerie et les missiles israéliens continuent de prendre pour cible les civils désarmés, y compris les enfants, les femmes et les personnes âgées. Ne furent épargnés ni lieux de culte, ni hôpitaux, ni camps, qu'ils soient totalement ou partiellement détruits », a souligné S.M le Roi, qui a plaidé pour un « sursaut de la conscience humaine pour que cesse le massacre de vies humaines » tout en proposant la concrétisation quatre priorités urgentes :
Premièrement : Induire

une désescalade urgente et concrète, mettre fin aux agressions militaires, pour aboutir à un cessez-le-feu durable et vérifiable ;

Deuxièmement : Garantir la protection des civils de sorte à ce qu'ils ne soient plus pris pour cible, conformément au droit international et au droit international humanitaire ;

Troisièmement : Permettre l'acheminement fluide et en quantités suffisantes des aides humanitaires au profit des populations de Gaza ;

Quatrièmement : Projeter une perspective politique pour la question palestinienne de nature à relancer la solution à deux États, tel que convenu par la communauté internationale. ▶

Ils nous ont quittés

Édition Abdelkader Retnani n'est plus

Le monde de l'édition marocaine est en deuil. Dans la nuit du lundi 13 au mardi 14 novembre 2023, il perd l'une de ses figures emblématiques : Abdelkader Retnani. Il avait 78 ans. Né le 31 juillet 1945 à Casablanca, le défunt, qui a succombé suite à une longue maladie, embarasse le métier de l'édition dans les années 80 après avoir suivi une formation d'agronome en France. Sa conviction est faite: il est fait pour labourer les champs de la littérature. Sa maison d'édition, La Croisée des chemins, s'impose rapidement comme une adresse incontournable avec une notoriété qui va au-delà des frontières nationales. A son actif, plus de 600 livres, 1.800.000 exemplaires, dont plus de 1.500.000 vendus, en majorité en langue française, répartis entre essais, romans, histoire et beaux livres. Président fondateur de l'Association marocaine des professionnels du livre (AMPL), le défunt était un passionné féru de culture qui a consacré l'essentiel de sa vie à la promotion du livre au Maroc, persuadé que la clé du savoir réside dans la lecture. Dans une autre vie, feu Retnani était dirigeant sportif. Ancien président du RAJA de Casablanca et fondateur de la section natation du club. Avec le club de football, il décroche son premier titre de champion du Maroc en 1988 et sa première ligue des champions africaine une année plus tard. Figure très respectée pour ses engagements citoyens, feu Retnani laisse le souvenir d'un homme qui marque son temps par ses activités hautement utiles. ▶



Droits de l'homme Ahmed Herzenni s'en va...

L'ambassadeur itinérant et ancien président du Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH), Ahmed Herzenni s'est éteint, lundi soir à Rabat des suites d'une longue maladie. Titulaire d'un doctorat en sociologie et en anthropologie de l'université du Kentucky (Lexington) aux États-Unis en 1994, ce militant des droits de l'homme, natif de Guercif en 1948, a occupé plusieurs fonctions dont celle de président du Conseil consultatif des droits de l'Homme (CCDH) entre 2007 et mars 2011, date à laquelle cette Institution est remplacée par le Conseil national des Droits de l'Homme (CNDH). Ancien détenu politique, cette figure de la gauche marocaine a démarré sa vie professionnelle comme enseignant au collège (1971-1986) avant d'intégrer en tant que chercheur l'Institut national de recherche agronomique de Settat (1986-1995) et de Rabat et Settat (1997-2006), puis en tant que professeur à l'université Al Akhawayne (1995-1996). Auteur de plusieurs articles et ouvrages, feu Ahmed Herzenni avait été nommé par le Roi Mohammed VI, en novembre 2006, secrétaire général du Conseil supérieur de l'Enseignement. ▶



Le Crédit Agricole du Maroc certifiée

Le Crédit Agricole du Maroc (CAM) a reçu, jeudi 9 novembre, le certificat ISO 37001 pour son Système de management anti-corruption "SMAC". Cette certification a été remise au président de la banque Mohamed Fikrat par le représentant d'EuroCompliance lors d'une cérémonie marquée par la présence des collaborateurs et les partenaires du CAM.

Décrochée en mai 2023, la certification ISO 37001 est l'aboutissement d'un audit approfondi réalisé par l'organisme international EuroCompliance. Cette certification confirme l'engagement du CAM à placer l'éthique et la lutte contre la corruption au cœur de sa stratégie. «La certification vient conforter la conformité du dispositif de management anti-corruption déployé au sein du CAM et atteste que les risques associés à la corruption ont été identifiés, analysés et traités, et que le dispositif mis en œuvre est conçu de façon à limiter et neutraliser les risques, en déployant les meilleures pratiques en la matière», explique un communiqué de la banque.

Dans le cadre de la conformité avec la norme en vigueur, la Banque a procédé au renforcement de ses politiques et procédures, à travers l'élaboration d'une cartographie des risques de corruption, le déploiement d'un programme de formation et de communication ainsi que la mise en place d'un contrôle rigoureux au sein de la Banque.

EuroCompliance est un organisme d'audit, de certification et de formation dédié à la prévention de la corruption et la compliance créé en janvier 2017. EuroCompliance est accrédité par le Cofrac pour la certification des systèmes de management anticorruption selon la norme ISO 37001. ▶



Le Maigret du CANARD



Reconstruction des zones sinistrées par le séisme

Les architectes veulent plus de briques

A peine le groupe Al Omrane a-t-il lancé son appel à manifestation d'intérêts, pour la reconstruction post-séisme, que les critiques fusent déjà dans le milieu des architectes qui se disent déçus, surtout côté rémunération. Explications.



La reconstruction s'annonce problématique...

AMINE AMERHOUN

Le cahier des charges établi le premier de ce mois par la holding Al Omrane, à l'attention des architectes désireux de participer à la reconstruction des régions sinistrées par le séisme du 8 septembre, ne fait pas l'unanimité. Les griefs qui lui sont opposés ne sont pas d'ordre technique mais financier. D'abord, La rémunération proposée pour chaque chantier est jugée modeste: 3.000 dirhams TTC, en deux phases, une phase d'étude et une phase de suivi. La somme de 1.200 DH pour la première phase, payable uniquement après l'obtention de l'autorisation de construire, et 1.800 DH TTC pour la seconde phase de suivi. Les délais, ensuite: une assistance

technique de l'architecte sur une durée de... 12 mois. On y parle aussi de nombre de constructions suivies par l'architecte, le groupement d'architectes ou la société d'architecte. En résumé, les architectes sont invités à tabler sur la quantité, et ce, seulement s'ils obtiennent l'autorisation de construire. Imaginez ici plusieurs architectes «candidatant» pour un seul chantier.

Et, finalement, soulignons que pour reconstruire les gens sont obligés d'avoir les autorisations nécessaires, concernant environ 50.000 habitations démolies par le séisme. Pour la communauté des architectes, ou du moins la plupart de ceux que nous avons interrogés, il est hors de question de travailler pour des brouilles. Et la solidarité nationale, bon sang ? Celle dont ont fait merveilleusement preuve la population ma-

rocaine et de nombreuses entreprises à l'égard des sinistrés ? La profession aurait pu apporter sa pierre à l'édifice de l'entraide en acceptant une rémunération symbolique... Dieu, la

patrie et les victimes leur en sauront gré. Mais les intéressés ne l'entendent pas de cette oreille, qui voient dans le chantier colossal de la reconstruction une opportunité rêvée pour décrocher de bons contrats... Tel n'est pas visiblement le cas et les mécontents prédisent par conséquent une reconstruction chaotique... "Oussama Moukmir, professeur et entrepreneur spécialisé en construction écologique et parasismique est catégorique (il n'est pas architecte mais les chantiers et les gens du métier, ça le connaît)" : « Comment voulez-vous qu'un architecte fasse le suivi de son chantier ? Il faut d'abord qu'il se déplace pour aller voir le chantier, il faut qu'il fasse une conception, un plan, etc. Et qu'il obtienne une autorisation via Rokhas, c'est-à-dire qu'il doit payer en plus 400 dirhams et quelques. Il va lui rester grosso modo 2500 dirhams hors taxe. Ensuite il faut qu'il suive le chantier, c'est-à-dire qu'il faut au moins 5, 6, ou 7 visites de chantier. Ça veut dire pour vous résumer les choses c'est un architecte qui va payer de sa poche s'il veut faire du bon boulot. Ce n'est même plus du bénévolat, c'est un travail où les architectes vont investir dans des chantiers». Et que risque-t-il de se passer, dans les faits?

«Etant donné la quantité de commandes potentielles, nous explique M. Moukmir, il y aura beaucoup d'architectes qui vont juste obtenir le permis de construire et puis c'est tout. Et ils laisseront les gens se débrouiller. C'est quand même grave pour un territoire aussi sensible et fragile ». Et quand nous disons à M. Moukmir qu'il est tout de même encore possible que la bonne foi, le bon cœur et le patriotisme l'emportent contre l'avidité, avec pour résultat final un travail fait comme il faut, dans les règles de l'art, ce dernier n'est absolument pas convaincu : «Ces architectes gagneront moins qu'un architecte signataire. Et un architecte signataire c'est un architecte qui ne travaille pas, c'est un architecte qui ne fait que vendre entre guillemets son cachet à un technicien. Et cet architecte qui ne fait rien, il touche 5 ou 6.000 dirhams. Alors imaginez un architecte qui doit travailler alors qu'on ne lui donne en retour que 3000 dirhams TTC, c'est-à-dire 2.600 après paiement de l'autorisation via Rokhas. Ça ouvre la porte à des choses vraiment très graves. Vous allez voir... » Il aurait sans doute mieux valu que ce soit dès le départ un appel franc et direct à du bénévolat. Elie Mouyal, ar-





Le Maigret du CANARD



chitecte spécialiste dans la construction traditionnelle en terre, livre sa vision des choses: « Le contrat-type proposé aux architectes et relayé par les instances ordinales démontre que la situation chaotique et les potentielles solutions du terrain sont ignorées au profit d'une reconduite (dans la zone de confort de tous) des mécanismes habituels en ville.

Architecte archi-inspiré !

Le système réglementé en cours a et continue de produire la ville moderne, à l'instar du laminoir qui forge des barres». Notre interlocuteur continue : « La réalité des habitats de l'Atlas, leur isolement physique dans des vallées profondes, et l'orientation identitaire réaffirmée par notre roi dès les premiers jours, ceci milite pour, à situation extraordinaire, qu'une approche globale et nouvelle, pragmatique, soit élaborée (par la nouvelle génération?) en dehors des sentiers battus. Imposer le cadre rigide du permis de construire à des gens qui n'ont pas de toit, pas de plans et actes cadastraux, qui ne lisent pas les plans, ce n'est pas responsable ».

« Nous autres hommes de l'art savons les biais que la division du travail introduit dans le processus de l'édification, même en auto-construction. Il faut renoncer à nos outils de plans établis en préalable car ils seront contre-productifs et nous ne pourrions pas, vu les distances et le manque de repères habituels à nos professions, faire en responsabilité tous les actes requis par nos lois. Et Elie Mouyal de livrer sa proposition : « Privilégions un exercice d'assistance technique en accompagnement pas-à-pas des auto-constructeurs, laissés libres de leurs besoins et donc de leurs bâtiments. Ce dialogue au pied du mur, avec traçage, ficelles et chaux au sol, sera entendu s'il est conduit avec respect et sans ego. Nous devons apporter une aide à la décision sur place, introduire les dispositions de la loi au séisme rédigée spécialement pour les auto-constructeurs de terre et pierre, apporter les espaces et équipements d'hygiène sans polluer l'environnement, introduire l'isolation thermique pour éviter de brûler la forêt et milles autres améliorations simples à comprendre et faire adopter dans une démarche d'appui à l'individu et à son collectif (voisins, douar) ». On ne tarit pas

d'éloges au sujet des habitations traditionnelles, alors il faut faire le pas et les accepter, telles qu'elles sont, et surtout telles qu'elles ont été conçues.

Ce n'est pas parce que ces habitations sont devenues une affaire nationale qu'il faut les encombrer de nouvelles nécessités administratives (car tout le monde sait à présent que nos regards sont pointés dessus

et qu'on ne peut plus faire comme si on ne voyait rien...). Il faut du courage pour cela, certes, mais le réalisme facilite les choses : il suffit là-bas de construire comme cela se faisait avant, administrativement également. Admettre l'existence d'un génie, même sans diplômes ni bric-à-brac administratif officiel ! Ne pas renier l'histoire de ce style architectural dont tout le Maroc est

fier et qui en attire, des touristes ! Tout en assistant les constructeurs en parallèle, afin d'améliorer leurs conditions de vie et prévenir les risques liés aux potentiels séismes futurs. Voilà ce qui nous semble le mieux pour le Haut-Atlas qui mérite une reconstruction digne de ce nom, lancée sur des bases solides, avec au bout du processus un bâti respectueux du cachet local. ▶

STARLIGHT
ENTREZ DANS LA LUMIÈRE

**RENDEZ-VOUS
LE 14 NOVEMBRE**

2M

Ces martyrs de l'indépendance du Maroc

Zerktouni, Roudani, Ben Abdellah et les autres

La colonisation a enfanté de grandes figures de la résistance qui se sont sacrifiées pour que le Maroc se libère du joug de la colonisation et de l'oppression. En voici quelques noms passés à la postérité.

Allal Ben Abdellah



Allal Ben Abdellah se fait connaître le jour de sa mort. Le 11 septembre 1953, cet artisan, tantôt peintre tantôt cordonnier, originaire de Guercif, n'a aucune action de résistance à son actif. Militant de base du parti de l'Istiqlal à Akkari à Rabat, il décide de faire le kamikaze contre le sultan malvenu, Mohamed Ben Arafa. Ce dernier se dirige alors à la prière du vendredi à la mosquée du Méchouar. Ben Abdellah se met sur la route du cortège, à bord de la Ford cabriolet immatriculée 2460 MA 9, qu'il vient d'acheter à cette fin. Intercepté par le sous-officier Robert King, il est abattu, poignard à la main, par l'officier (algérien) Mohamed Belhouari.

Houmane Fetouaki

Le commerçant Mohamed Ben Brik Ben Brahim (plus connu sous le nom de Houmane Fetouaki) a 52 ans lorsqu'il est contacté pour prêter main forte à la lutte armée à Marrakech. Deux raisons principales expliquent son recrutement : sa relation familiale avec le pacha Thami Glaoui et son grand attachement très discret à la cause nationale. Entre février et juillet 1954, il monte un réseau local qui mène des opérations spectaculaires. Coup sur coup, il cible, sans succès, Glaoui lui-même, blesse Ben Arafa, rate de peu le Résident général Guillaume en visite à la ville et abat le commissaire Maurice Monnier. Mais, suite à l'assassinat du contrôleur civil Thivend, son réseau est démantelé. Fetouaki sera condamné à mort et passé par les armes le 9 avril 1955.



Ahmed Ou Moha Al Hansali

Petit agriculteur, Sidi Ahmed Ahansali (dit Al Hansali) fait parler de lui le 13 mai 1951, lorsqu'il intercepte un véhicule de colons, leur tire dessus et met la main sur les armes en leur possession. Il multiplie alors les assauts contre des caïds, des contrôleurs civils mais aussi de simples propriétaires terriens. La presse de l'époque le surnomme "le tueur de Tadla". Dans la



région, il fait l'objet d'une traque à l'aveuglette à laquelle prennent part plusieurs centaines de soldats. Sa tête sera mise à prix : un million de francs. Finalement, il tombe avec son frère d'armes, Mohamed Smiha, le 23 juillet 1951. Interrogés et torturés sous le regard de Pascal Boniface en personne, les deux braves résistants seront exécutés le 16 février 1952.

Brahim Roudani

Dès 1952, Si Adi Addou Ben Brahim, alias Brahim Roudani, prend la tête de la résistance casablancaise. Membre fondateur d'Al Mounaddama assyria (l'Organisation secrète), ce riche commerçant ne porte pas dans son cœur la direction de l'Istiqlal qu'il trouve trop bourgeoise à son goût.

La force de Roudani réside dans sa capacité à catalyser les cellules de la résistance. Depuis Casablanca, il joue un rôle crucial dans l'encadrement de la résistance rurale, via un réseau d'épiciers de sa ville d'origine, Taroudant. Arrêté puis torturé au centre de détention Darkoum en juin 1954, il en sort affaibli. A l'orée de l'Indépendance, il tente de jouer les médiateurs pour réunifier les factions armées. Jugé populiste et peu fiable, il est attaqué et abattu par quatre membres du Croissant noir marocain le 5 juillet 1956.



Mohamed Zerktouni

Ce jeune menuisier de de l'ancienne médina de Casablanca est un personnage fascinant. Membre dirigeant de l'Istiqlal à Casablanca, il est à l'origine du démantèlement d'une structure de lutte armée. En 1951, il figure parmi les fondateurs, aux côtés d'Abderrahmane Senhaji, de l'Organisation secrète (OS). Il s'occupe de la constitution des cellules, s'emploie à se débrouiller des armes et de les convoyer vers Marrakech. Rompu aux techniques du maquis, il esquive les coups de filet de la police coloniale suite à plusieurs faits d'armes de la résistance (Marché central, Rapide Casa-Alger...) dont il est le maître d'œuvre. Ses qualités de leader poussent l'OS à l'envoyer à Tétouan pour préparer le terrain à la création de l'Armée de libération nationale. Il décline cette offre. Le 18 juin 1954, la police débarque chez lui pour l'arrêter. Au lieu de se livrer, il choisit de se suicider en avalant du cyanure.



Moulay Abdeslam Jebli

Originaire de Marrakech, Moulay Abdeslam Jebli a joué un rôle-clé dans la lutte armée. Il est, en 1952, aux côtés de Fqih Basri, le mentor du réseau El Fetouaki à Marrakech. Il pilote, avec le concours d'un certain Mohamed Bouyahya, originaire de Tata, les réseaux de résistance armée au Sud. Il veille, plus tard, avec d'autres figures de l'Organisation secrète, à "sécuriser le système d'information,



À l'occasion de la fête de l'indépendance

**Le Président Directeur Général
et l'ensemble des collaborateurs du Groupe OCP**

ont l'insigne honneur de présenter à

SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI



que Dieu L'assiste

leurs vœux de bonheur et de santé, ainsi qu'à

Son Altesse Royale le Prince Héritier Moulay El Hassan et à

Son Altesse Royale le Prince Moulay Rachid et à toute la Famille Royale.

Ils renouvellent au Souverain l'expression de leur fidélité et de leur attachement
au Glorieux Trône Alaouite.

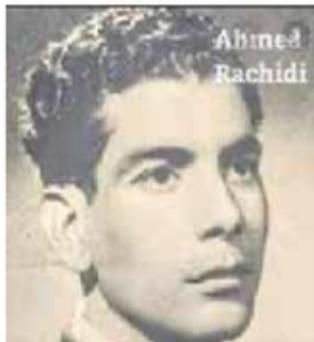


Fête de l'Indépendance

de la base au sommet". Arrêté en octobre 1954, il militera au lendemain de l'indépendance autrement. En faveur de "la résistance pour la démocratie".

Ahmed Rachidi

"Ne me bandez pas les yeux, laissez-moi voir le ciel bleu de mon pays", ainsi parlait Ahmed Rachidi, le 4 janvier 1954, face au peloton d'exécution. Titulaire d'un CEP et maîtrisant bien la langue française, cet illustre dirigeant de l'organisation La Main Noire a tué le moqaddem Mohamed Ben Larbi pour, dit-il, devant le tribunal qui le jugeait, "donner un exemple aux autres traîtres". Le 5 octobre 1953, son compagnon de cellule Mekki est arrêté à la mosquée Chleuh dans l'ancienne médina de Casablanca. Sa cache d'armes, logée sous la scène du cinéma Rio, est alors découverte et Rachidi sera démasqué et arrêté.



Abdellah Chefchaoui

À Fès, la résistance ne dépasse pas le domaine de la militance politique. Sous l'impulsion de Zerkouti, plusieurs tentatives sont menées pour passer à l'action armée. Finalement, le cordonnier Abdellah Chefchaoui se montre plus entreprenant. Principale action armée à l'actif de son groupe, l'attentat contre le pacha Baghdadi à Bab Ftouh, le 1er mai 1954. Le collabo fassi s'en est tiré avec des blessures. Chefchaoui envisageait de jeter une bombe au milieu du cortège de Guillaume, mais il se ravisa à la dernière minute. Arrêté le 23 mars 1955, son avocat traduit ainsi sa pensée : "Je ne suis pas un criminel mais un homme libre qui défend sa patrie, sa religion et son sultan". Il est exécuté le 2 août 1955. Fès perd alors un grand héros.

Rahal Meskini

Cet originaire de la tribu de Beni Meskine adhère au parti de l'Istiqlal à Kénitra en 1947, à l'âge de 21 ans. Il quitte la ville en 1952 pour s'installer à Casablanca. Là, il intègre l'Organisation secrète et chapeaute la zone de M'dakra, autour de la ville. Revolver à la main, il est réputé impitoyable, autant avec les colons qu'avec les féodalités locales. En 1954, il est arrêté mais arrive, au bout de quarante jours de torture, à prendre la fuite. Il tombe le 17 décembre 1956 sous les balles de militants du Croissant noir. Une autre victime des déchirements postindépendance. ●

Les oubliées de la résistance

Elles ont pour noms Aïcha Bent Abi Ziane, Mamat Al Farkhania, Aïcha Al Ouarghalia, Haddhoum Bent Al Hassan, Itto Ou Hammou Zayani, Aïcha Al Amrania, Daouya Al Kahli, les femmes d'Ait Atta, ou encore les Zemmouriyates. Ces femmes, que l'histoire officielle et la mémoire collective n'ont pas curieusement retenu, ont pourtant contribué de façon remarquable la résistance contre l'occupant.

La chercheuse Assia Benadada, a rendu un immense hommage à ces braves dames méconnues dans un long article intitulé « Les femmes dans le mouvement nationaliste marocain » documenté publié en 1999 dans la revue Clio. Plus qu'un témoignage, un acte de réhabilitation de ces oubliées du combat pour l'indépendance du Royaume. ●

Quand Lyautey faisait la différence entre le Maroc et l'Algérie...

Figure emblématique de l'histoire coloniale française, et particulièrement du protectorat dont il a été le "proconsul", Hubert Lyautey s'est efforcé, dans "l'empire fortuné", de donner corps à la notion de protectorat à la française. Dans son discours à la chambre de commerce de Lyon du 29 février 1916 que nous reproduisons, il oppose la forme prise par la domination française au Maroc à celle appliquée dans l'Algérie voisine.*

Discours de Lyautey à la chambre de commerce de Lyon, 29 février 1916 (...) Permettez-moi maintenant, cher monsieur Birot, de retenir l'attention sur une de vos paroles. Parlant de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc, vous avez dit: "Nos trois colonies". Or, rien ne serait plus inexact et plus périlleux que de faire de notre Afrique du Nord une image aussi simplifiée, et de considérer la Tunisie, l'Algérie et le Maroc sous le même aspect. Alors que nous sommes en Algérie depuis plus de quatre vingt ans, en Tunisie depuis trente-cinq ans, nous n'avons pris pied au Maroc qu'il y a huit ans, et notre protectorat y date de moins de quatre ans. L'œuvre qu'y réalisait le général d'Amade en 1908, c'est celle qui s'accomplissait en Algérie entre 1830 et 1832. Et puis, si l'Algérie est bien



une "colonie", le Maroc est un "protectorat", et ce n'est pas là seulement question d'étiquette. Alors que nous nous sommes trouvés en Algérie en face d'une véritable poussière, d'un état de choses inorganique, où seul le pouvoir constitué était celui du dey turc effondré dès notre venue, au Maroc, au contraire, nous nous sommes trouvés en face d'un empire historique et indépendant, jaloux à l'extrême de son indépendance, rebelle à toute servitude, qui jusqu'à ces dernières années, faisait encore figure d'État constitué, avec sa hiérarchie de fonctionnaires, sa représentation à l'étranger, ses organismes sociaux dont la plupart subsistent toujours, malgré la défaillance récente du pouvoir central. Songez qu'il existe encore au Maroc nombre de personnages qui, jusqu'il y a six ans, furent ambassadeurs du Maroc indépendant à Pétersbourg, à Londres, à Berlin, à Madrid, à Paris, accompagnés de secrétaires et d'attachés, hommes d'une culture générale, qui ont traité d'égal à égal avec les hommes d'état européens, qui ont le sens et le goût des choses politiques: rien de similaires en Algérie ou en Tunisie. A côté de cet état-major politique, il existe également un état-major religieux qui n'est pas négligeable. Le ministre de la justice actuel du sultan a professé pendant des années à l'université d'El-Azar au Caire, à Stamboul, à Brousse, à Damas, est en correspondance avec les oulémas jusqu'aux Indes, et n'est pas le seul qui soit en relations avec l'élite islamique d'Orient. Il existe enfin une équipe économique de premier ordre composée de gros commerçants qui ont des maisons à Manchester, à Hambourg, à Marseille, qui y sont généralement allés eux-mêmes. Nous nous trouvons donc là en présence d'une élite politique, religieuse et économique qu'il serait insensé d'ignorer, de méconnaître et de ne pas utiliser car, associée étroitement à l'œuvre que nous avons à réaliser au Maroc, elle peut et doit l'aider puissamment. Ajoutez - et tous ceux d'entre vous qui sont allés au Maroc le savent bien - qu'il y a là une race industrielle, laborieuse, intelligente, ouverte au progrès, dont on tirera le plus large parti à condition de respecter scrupuleusement ce qu'elle veut voir respecter. (...) A nul pays ne convenait donc mieux le régime du protectorat, régime non pas transitoire mais définitif, qui a comme caractéristique essentielle l'association et la coopération étroite de la race protectrice dans le respect mutuel, dans la sauvegarde scrupuleuse des institutions traditionnelles. (...) Oh ! Félicitons-nous que ce soit la conception du protectorat qui ait prévalu au Maroc et maintenons-l'y précieusement. (...) ●

*H. Lyautey, *Paroles d'action*, présenté par J.L. Miège, édition de la Porte, 1995

À l'occasion du 68ème anniversaire de la Fête de l'Indépendance

Le Directeur Général du Groupe Barid Al-Maghrib
et l'ensemble de la famille postière ont l'insigne honneur de présenter
leurs vœux les plus déferents à

NOTRE AUGUSTE SOUVERAIN,



**SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI
QUE DIEU L'ASSISTE,**

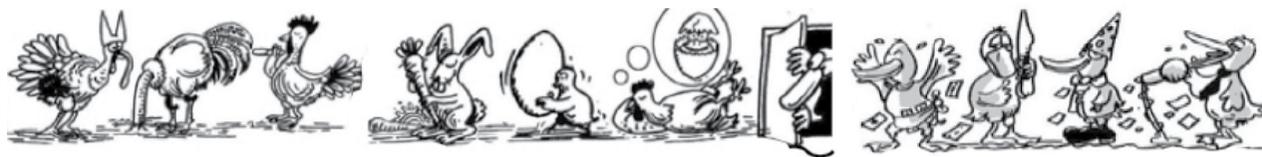
et renouvellent leur indéfectible attachement au **Glorieux Trône Alaouite**.
Puisse Dieu accorder longue vie à **Sa Majesté le Roi** et le combler en la
personne de **Son Altesse Royale le Prince Héritier Moulay El Hassan**,
de **Son Altesse Royale le Prince Moulay Rachid**
ainsi que de tous les membres de l'**Illustre Famille Royale**.



مجموعة بريد المغرب
XO.U Θ.OΞΛ ΗCΥOΞΘ
GROUPE BARID AL-MAGHRIB



Le Maigret du CANARD



Said Naciri.



Abdenbi Bioui.

Said Naciri, Abdenbi Bioui et les autres

Les hommes à affaires du PAM

Depuis quelque temps, le parti dirigé par Abdellatif Ouahbi est secoué par un scandale aux ramifications complexes où sont impliqués certains de ses membres influents. La BNPJ enquête.

La défaite du WAC dimanche 12 novembre face au sud-africain Mamelodi Sundowns en finale retour de l'African Football League a fait un grand malheureux : le président du club Saïd Naciri. Ce dernier misait beaucoup sur le sacre de son club en difficulté pour faire oublier son propre malheur qui lui donne des insomnies. Son implication présumée dans une obscure histoire de trafic de drogue dont le héros est un ressortissant malien du nom de El Hadj Ahmed Ibrahim, alias le « Malien ». Espoir déçu. Immense désillusion. La tourmente est à son comble. Membre influent du PAM sous la bannière duquel il préside depuis 2021 aux destinées du Conseil préfectoral de Casablanca, M. Naciri ne roule plus des mécaniques. Inquiet pour son avenir, il n'arrête pas d'appeler ceux qu'ils créditent d'un pouvoir

assez important pour l'aider à se tirer d'affaires. En vain. Saïd Naciri se sent seul. Face à ses propres ennuis. M. Naciri passe pour être une riche

Le baron de drogue malien aurait eu recours aux services de nombreux politiciens marocains pour transporter du cannabis.

notabilité dont on connaît l'origine, Zagora, mais pas celle de la fortune qui reste difficile à identifier. « Il est entré comme beaucoup de ses semblables dans le club des milliardaires sans que l'on connaisse les noms de ses entreprises ni leur secteur d'activité », explique un ancien élu casablancais qui assure que M. Naciri est devenu une figure nationale du fait de son débarquement dans le monde du football qui lui a donné en même temps un certain ascendant au sein du parti où il a été obligé de geler ses activités à cause de ce scandale. « M. Naciri, qui ne manque pas du reste d'entregent, est le genre à appeler certains ministres PAM sur leur portable et leur faire quitter Rabat pour venir le rencontrer à Casablanca », confie un proche de l'intéressé. Mais Selon une enquête du magazine Jeune Afrique, le baron malien, qui était à l'origine un simple chamelier, du désert, a eu recours aux services de nombreux

politiciens marocains pour transporter du cannabis. Arrêté en 2015 par la gendarmerie mauritanienne, il sera rapidement libéré en faisant intervenir ses accointances sécuritaires au Mali, avant de se faire cravater au Maroc où on ne badine pas avec le trafic de drogue. Pays du Sahel, le Mali est devenu depuis quelques années une plaque tournante du trafic de stupéfiants (cocaïne, cannabis etc.). Crouissant à la prison d'El Jadida depuis 2019, celui qui passe pour être l'un des plus grands trafiquants du continent serait en relation avec le président du WAC. C'est dans le cadre des investigations de la BNPJ sur le business du Malien que les noms de Saïd Naciri et une dizaine de personnalités marocaines ont été cités par El Hadj Ahmed Ibrahim. Saïd Naciri, tout comme les autres mis en cause, seront auditionnés en septembre dernier par une brigade spéciale dépêchée depuis Rabat pour vérifier le bien-fondé de la collusion du Malien avec ceux qu'il présente comme ses complices. Ceux-ci auraient profité, à en croire les dires de celui qui ne renie rien de son trafic illicite, de son incarcération pour faire main basse sur ses biens immobiliers mal acquis au Maroc. « Au fur et à mesure que l'enquête avance, d'autres complicités supposées émergent dans le domaine bancaire », croit savoir une source proche du dossier.

Parmi les mis en cause figure le président de la région de l'Oriental Abdenbi Bioui, PAM comme Saïd Naciri, et patron de Bioui Travaux publics. Entreprise basée à Oujda, elle connaît au cours des dernières années une ascension fulgurante en arrivant à décrocher des marchés dans les plus grandes villes du pays. Ce qui lui a permis de se faire en peu de temps un nom dans le cercle très fermé des BTP et à faire concurrence aux opérateurs anciennement établis.

Cette montée en puissance coïncide avec l'ascension politique de son fondateur sous la bannière du PAM. Après avoir été un député discret (2011-2015) et membre de la commission des infrastructures à la Première Chambre, ce natif d'Oujda en 1971 prend les commandes de la région de l'Oriental en 2015 et en 2020 fait son entrée dans le Bureau politique du PAM. Poursuivi avec l'istiglalien Omar Hjjira en sa qualité de président de la commune d'Oujda, pour dilapidation de deniers publics sur la base d'un rapport de la Cour des comptes, M. Bioui sera condamné en 2018 à un an de prison ferme (contre 2 ans pour son complice présumé, avant d'être blanchis en juillet 2023 par la Chambre criminelle de la Cour d'appel de Rabat. « D'autres hommes d'affaires affiliés au PAM sont cités dans le cadre de l'enquête de la BNPJ », assure un conseiller de la majorité. Déjà très peu reluisante, l'image du PAM en prend un sacré coup. Hommes d'affaires ou à affaires ? »



L'OPTICIEN QUI SUBLIME VOTRE **REGARD**

DES PRIX TENDRES À VOUS
CHATOUILLER **LES YEUX**

SOYEZ LES PREMIERS À EN PROFITER
LUNETTES TENDANCE DES GRANDES MARQUES ET DES CRÉATEURS



Le Maigret du CANARD



Al Moutmir creuse son sillon

Un atout précieux pour l'agriculture nouvelle génération...

L'initiative Al Moutmir c'est 5 ans de travail soutenu et de proximité dont l'efficience a été assurée par le capital confiance des agriculteurs et l'appui des différents partenaires.

JAMIL MANAR

Modèle de développement agricole porté par l'UM6P et son Collège de l'Agriculture, Al Moutmir offre une gamme de solutions innovantes et adaptées aux besoins des petits agriculteurs notamment. L'innovation est au cœur du dispositif, stimulée constamment en étroite collaboration avec les différentes parties prenantes de la filière agricole. Objectif : répondre avec agilité aux défis majeurs de l'agriculture nationale comme la sécurité alimentaire et la rareté des ressources hydriques pour faire émerger des outils novateurs, customisés et accessibles.

En effet, Al Moutmir agit comme le trait d'union entre l'écosystème de la recherche et de l'innovation et la communauté des agriculteurs dans un esprit d'apprentissage continu et une relation pérenne orientée fellah, soutenu par une offre sur mesure qui couvre toute la chaîne de valeur : de l'identification des besoins des sols à la contribution à la production de formules d'engrais adaptées en passant par l'accompagnement des agriculteurs pour l'appropriation des bonnes pratiques agricoles et à la connexion au marché.

En renfort des efforts du ministère de tutelle et de ses partenaires industriels, l'initiative Al Moutmir accompagne également les agriculteurs pour leur permettre de disposer des solutions de fertilisation qui répondent le mieux aux besoins de leurs sols et de leurs cultures. En plus des formules régionales issues de la carte de fertilité des sols du Maroc, l'équipe Al Moutmir encadre les agriculteurs pour les familiariser avec la fertilisation sur mesure. Plus de 3000 formules ont été ainsi utilisées par les agriculteurs depuis l'introduction de la technologie smart blender en 2019. Un programme dédié aux revendeurs d'engrais visant le renforcement de leur capacité est également déployé.

Lancée en septembre 2018, l'Initiative Al Moutmir est de nature à enrichir la dynamique agricole et renforcer la stratégie nationale « Green Generation » pour une agriculture durable et éco-



Un dispositif qui commence à donner ses fruits...

ficiente. Sitôt mise en route, l'Initiative a été favorablement accueillie par les agriculteurs, séduits par les solutions concrètes et adaptées qu'elle leur apporte. Les jeunes ingénieurs agronomes déployés sur le terrain travaillent main dans la main avec les agriculteurs qui sont les acteurs essentiels du développement de l'agriculture au Maroc. Grâce à leur mobilisation malgré un contexte climatique contraignant et leur détermination à relever les défis du monde agricole, l'équipe a pu laisser une empreinte positive dans les différentes localités où l'esprit Al Moutmir a été planté.

Les travailleurs de la terre ont bénéficié lors du lancement de l'Initiative Al Moutmir du capital confiance accordé par tous les Marocains à la marque OCP mais aussi du crédit de la « Niyya Hassana » du Groupe. Les agriculteurs, les partenaires locaux, les partenaires institutionnels, la société civile et les autorités locales ont réellement facilité le déploiement du dispositif pour garantir sa réussite sur le terrain. Al Moutmir est fière aujourd'hui de voir émerger des agriculteurs modèles, ambassadeurs volontaires qui encouragent les communautés à adhérer aux programmes, à utiliser les bonnes pratiques et à en étendre davantage l'impact, ce qui constitue en soi une grande avancée et un motif de fierté pour tous.

A date, l'initiative accompagne directement plus de 27 500 agriculteurs et plus de 400 000 indirectement via les solutions digitales. Elle est portée sur le terrain par une équipe de jeunes agronomes mobilisés au plus près du fellah dans plus de 40 provinces. Cette communauté d'experts dévoués assure au quotidien et de manière vulgarisée un transfert du savoir scientifique dans le domaine agricole. L'équipe Al Moutmir est également reconnaissante à tous ses partenaires institutionnels et industriels qui sont mobilisés à ses côtés pour mieux servir les agriculteurs : les institutions scientifiques (INRA, IAV, ENA et UM6P), les différents départements du ministère de tutelle, les partenaires fabricants-distributeurs et revendeurs, les organisations professionnelles et les agriculteurs.

Elargissement

A l'occasion de ses 5 ans d'existence, Al Moutmir a décidé d'élargir son offre d'accompagnement des agriculteurs suivis à travers les différents programmes de vulgarisation et de transfert de technologies. L'objectif étant la promotion du portefeuille de produits & services apportés et le transfert des bonnes pratiques agricoles basées sur des itinéraires

techniques adaptés. Dans ce sens, Al Moutmir compte élargir pour la campagne agricole 2023/2024 ses offres à destination des agriculteurs candidats : plateformes de démonstration, programme de semis direct, renforcement de capacités. Cet élargissement vise à étendre l'impact de l'accompagnement apporté au profit des agriculteurs accompagnés et à mettre en œuvre différents itinéraires techniques visant à renforcer la résilience de l'agriculture face aux changements climatiques. Plus de 115 000 hectares sont ciblés dans différentes zones agro climatiques du Maroc.

En vue de capitaliser sur les remontées des plateformes de démonstration et faciliter leur partage avec l'écosystème, une application digitale a été mise en place par l'équipe Al Moutmir. Baptisé « Agritrial », cet outil permet la digitalisation de la conduite agronomique des parcelles de démonstration et la remontée en temps réel d'informations pointues sur l'évolution des plateformes (stades phénologiques, couleurs, stress, taille, photos & vidéos des plantes...). Ce gisement de données est ensuite mis à la disposition de l'écosystème scientifique, académique et économique et fait l'objet de symposiums annuels dans le cadre d'Al Moutmir Open Innovation Lab avec les différents acteurs de la filière.

Pour la campagne agricole actuelle, Al Moutmir vise à étendre la superficie couverte par son programme de semis direct de 11 500 ha additionnelles, ce qui porte la superficie globale couverte depuis le démarrage du programme à plus de 36 500 hectares au niveau de plus de 130 localités et 26 provinces réparties sur différentes zones agro-climatiques. Et ce grâce à la mobilisation de plus de 70 Organisations Professionnelles (OP) porteuses et plus de 4 300 agriculteurs bénéficiaires.

Le programme cible les grandes familles de cultures annuelles pratiquées dans notre pays, à savoir les céréales, légumineuses en premier lieu, mais aussi d'autres cultures à fort potentiel comme les oléagineuses.

Par ailleurs, un programme de formation customisée est déployé en vue d'accompagner les agriculteurs, hommes et femmes, les coopératives et les jeunes leaders. Les agriculteurs adhérents bénéficient du suivi et de l'accompagnement d'une équipe d'experts et d'agronomes expérimentés, à travers des visites régulières, des formations adaptées ainsi que des écoles au champs leur permettant d'apprendre in situ en recourant à des techniques fondées sur des bases scientifiques solides.

Le bouquet de solutions digitales Al Moutmir comprend à titre d'exemple @tmar, l'application de conseil agricole qui permet à l'agriculteur de disposer de services d'accompagnement allant de l'identification des besoins en fertilisants, au suivi de la parcelle, prix du marché, services météo, accès au financement.

Une plateforme digitale de formation à distance est également mobilisée « Minassat attackwin 3an Bou3d » pour servir un maximum d'agriculteurs. ▶



Le Maigret du CANARD



Phraséologie occidentale en temps de genocide...

Le génocide israélien en cours depuis plus d'un mois à Gaza a fait émerger un lexique nouveau, admirable d'hypocrisie et de cynisme, enfanté par la complicité occidentale des tueries israéliennes de bébés, d'enfants et de femmes.

Retenue maximale : Signée l'UE qui, tout en appelant Israël à une retenue maximale pour protéger les civils palestiniens. Au vu du bilan monstrueux de plus de 12.000 morts dont la moitié au 38ème jour de génocide, sont des enfants, on se demande à quoi ressemblerait une « retenue » moyenne ou minimale !

Pause tactique : C'est une belle invention de l'administration Biden, rebaptisée pause humanitaire par les médias, qui a proposé cette drôle de formule en lieu et place du cessez-le-feu qu'elle a rejeté avec véhémence. Les Israéliens font le sévice après-vente en lui fixant un deadline : 4 heures. Ni moins ni plus. Waw ! Un délai assez calibré pour ne pas donner le temps aux habitants de fuir les zones de guerre et de n'avoir d'autre choix que de mourir sous les bombes. Ce qui dans l'esprit de ses concepteurs ne change rien à la situation : poursuivre le nettoyage ethnique et non de l'arrêter. Ces deux

concepts viennent enrichir la phraséologie diplomatique-belliqueuse en temps de guerre ou de révoltes populaires comme l'usage modéré de la force... C'est-à-dire réprimer sans trop de violence... ▶



1ÈRE APPLICATION SPORT & DÉCOUVERTE AU MAROC
10 NOUVEAUX CIRCUITS SPORTIFS INTERACTIFS



FAIRE GAGNER LE SPORT

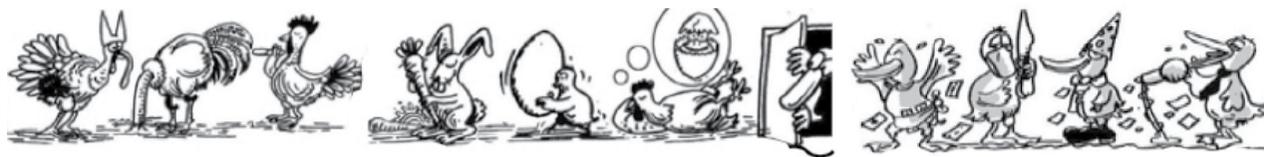


TOUS LES MARDIS ET JEUDIS
 À PARTIR DE 19H50





Le Maigret du CANARD



POINT DE VUE

Abdeslam Seddiki



.....
**Economiste,
 ancien
 ministre de
 l'Emploi et des
 Affaires sociales.**

L'IRES publie un Livre Blanc sur le Sahara Marocain

Un combat continu en faveur de notre intégrité territoriale

Publier un livre blanc sur le Sahara Marocain en 50 pages est une gageure. C'est à cet exercice que l'IRES (Institut Royal des Etudes Stratégiques) s'est livré. Et il a réussi parfaitement le pari. Ce Livre Blanc retrace les origines du différend concernant le Sahara marocain, rappelle les fondements de la souveraineté du Maroc sur ce territoire (partie de ses Provinces du Sud), présente la situation actuelle des populations qui y vivent, et met en exergue les progrès réalisés en matière de développement grâce aux efforts entrepris par le Maroc qui contrastent singulièrement avec les conditions de vie précaires dans les camps de Tindouf, sous la responsabilité de l'Algérie. Le document est élaboré, dans un style simple, allant droit au but sans détours inutiles qui risqueraient de faire perdre au lecteur le fil conducteur et le but recherché. Les incursions historiques ne sont rappelées que pour jeter de la lumière sur la situation présente. On le sait, la colonisation du Maroc s'est effectuée d'une manière progressive et particulière en « charcutant » son territoire et en procédant à son partage entre les deux puissances coloniales : la France et l'Espagne. Le livre blanc remonte aux origines de la colonisation, plus exactement à l'achèvement de la Reconquista en 1492. L'Espagne conquiert alors des territoires stratégiques en vue de surveiller la Méditerranée et d'empêcher le retour des Musulmans dans la péninsule ibérique : Melilla en 1497, Peñón de Vélez de la Gomera en 1508-1522 et en 1564, Ceuta en 1580, les îles Alhucemas en 1673, Ifni en 1476-1524 et en 1860 et, enfin, les îles Zaffarines en 1844. La poursuite de la Reconquista se mue en colonisation à partir de la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle.

A la fin du 19^{ème} siècle, carte à l'appui, le Maroc, qualifié parfois d'Empire Chérifien, s'étendait jusqu'au Cap Blanc, au Sud de la ville de Lagouira, laquelle met

également en exergue le Sahara oriental. Ce territoire, riche en hydrocarbures, a été soustrait au Maroc par la France et annexé à "l'Algérie française". L'Algérie indépendante en a "hérité" en dépit du fait que la population de cette région avait clamé sa marocanité.

Après le recouvrement partiel de son indépendance en 1956 et plus tard la récupération de la zone de Sidi Ifni, le Maroc n'a eu de cesse de revendiquer la marocanité de ses territoires spoliés. Ces efforts ont été couronnés par le recours de l'AG de l'ONU à la CIJ (Cour Internationale de Justice) lui demandant son avis. Chose faite. Le 16 octobre 1975, la Cour rendait son avis consultatif reconnaissant que des tribus du "Sahara occidental" étaient liées au Sultan du Maroc

par les liens juridiques de l'allégeance (Bey'a).

Le Royaume estima alors être en droit de récupérer son Sahara, en organisant la Marche verte, pacifique, le 6 novembre 1975. Il conclut avec l'Espagne et la Mauritanie, le 14 novembre, les Accords de Madrid (Déclaration de principes sur "le Sahara occidental") établissant les conditions du retrait espagnol et la partition du territoire entre les deux pays maghrébins. La Déclaration a été enregistrée le 9 décembre 1975 et publiée au Recueil des Traités des Nations Unies.

Soutien

Les provinces du Sud sont parfaitement intégrées au reste du pays à telle enseigne, nous dit le rapport, qu'il est impossible de distinguer entre la population du Sahara et le reste de la population marocaine, à l'exception de l'usage de la langue Hassanya.

Le livre blanc passe en revue les moments forts de l'évolution de notre cause nationale. Il y avait l'annonce par le Roi défunt Hassan II à Nairobi en 1981 de l'organisation d'un référendum d'autodétermination. Cette initiative a été contrariée par des manœuvres orchestrées par le régime algérien en demandant au Maroc d'engager des négociations directes avec le Polisario pour l'indépendance du Sahara. En 1991, on assista à la mise en place de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un Référendum au "Sahara occidental" (MINURSO), dont le siège est à Laayoune.

Le référendum dépassé, le Maroc commença à considérer les moyens de relancer le processus de règlement politique du conflit. Il prépara l'Initiative d'autonomie et déposa son plan à l'ONU en 2007. Ce dernier a été accueilli favorablement par la Communauté internationale en le jugeant crédible et comme seule solution politique valable. Il bénéficia du soutien de nombreux pays dans le monde. Outre les Etats-Unis, qui ont reconnu la maro-

canité du Sahara le 20 décembre 2020, de nombreux pays européens ont témoigné de leur soutien à l'Initiative de large autonomie. Il s'agit, notamment, de l'Allemagne, de la Belgique, de l'Espagne, de la France, de la Hongrie, des Pays-Bas, du Portugal, de la Roumanie, de la Serbie, ...Près de 30 pays ont ouvert une représentation diplomatique à Dakhla ou à Laayoune.

La région a connu entretemps des transformations majeures suite aux investissements prodigieux qui y sont effectués : 120 MM DH entre 1975 et 2013 consacrés essentiellement au développement des infrastructures de base ; lancement en 2013 d'un Nouveau Modèle de développement de 77 MMDH dédiés aux projets structurants. Les résultats sont palpables, mesurables et visibles à l'œil nu.

A contrario, les habitants séquestrés dans les camps de Tindouf vivent dans des conditions infrahumaines et soumis aux exactions multiples allant jusqu'à l'esclavagisme dénoncé par les organisations internationales de défense des droits de l'homme. Le livre blanc, en s'appuyant sur des témoignages crédibles émanant des Nations Unies et des ONG, décrit dans le détail la situation prévalant dans ces camps et la misère dans laquelle vivent ces populations, misère aggravée par le détournement de l'aide internationale au profit du soi-disant mouvement de libération dont les membres se sont reconvertis dans la contrebande. D'ailleurs, non seulement ce groupuscule n'a jamais été représentant des populations sahraouies, mais il est devenu un facteur de déstabilisation de l'espace sahélo-saharien. Ses liens avérés avec Daesh et d'autres groupes terroristes ne font pas mystère.

Bien sûr, derrière le Polisario, il y a l'Algérie qui est partie prenante dans le conflit comme vient de le rappeler le dernier rapport du SG de l'ONU. C'est l'Algérie qui abrite ce mouvement, le finance, l'encadre et l'oriente dans l'objectif d'affaiblir son voisin le Maroc. Qui plus est, elle s'implique directement dans les instances onusiennes pour contrarier les droits légitimes du Maroc et ses propositions d'une autonomie élargie pour clore définitivement ce différend et promouvoir l'intégration régionale dans le cadre du Grand Maghreb.

En attendant que nos voisins de l'Est reviennent à la raison et se mettent à l'évidence que l'époque de la guerre froide est révolue et que le monde a changé à leurs dépens, le Maroc poursuit sa marche paisiblement et consolide de plus en plus sa position dans ses provinces sahariennes récupérées. C'est irréversible !

Le document de l'IRES, dont la publication en plusieurs langues est en cours, y compris la langue amazighe, sera à coup sûr d'une grande utilité pour le corps diplomatique, les parlementaires et les groupes d'amitié, et pour tous les Marocains qui ont besoin d'informations précises et documentées les aidant à mieux défendre la cause de notre intégrité territoriale. A ce titre, le livre Blanc qui est un véritable « guide » mérite d'être actualisé régulièrement et pourquoi pas enseigné dans les écoles. ▀

LES PRIX DES LÉGUMES FLAMBENT DE NOUVEAU..

C'EST LA FIN DES HARICOTS...



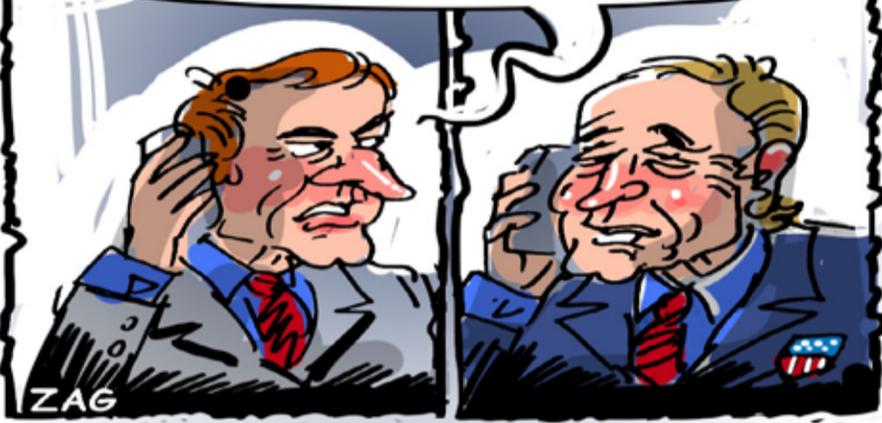


Bec et ONGLES



GAZA: MACRON S'OFFRE SA CONFÉRENCE HUMANITAIRE

DIS À BENJAMIN DE NE PAS
LES FAIRE TUER TOUS PAR RESPECT
À MON RAOUT HUMANITAIRE...



*Nizar Baraka, ministre de l'Équipement et de l'Eau
et leader de l'Istiqlal*

Cette manne fabuleuse nous fait saliver



Une équipe du Canard a rencontré le ministre de l'Équipement et de l'Eau et leader de l'Istiqlal Nizar Baraka qu'elle a questionné sur le conflit autour du Fonds d'aide du développement rural.

Les trois partis de la majorité s'étripent autour du fonds d'aide du développement rural. Et la cohésion gouvernementale, bon sang ?

Quand il s'agit de gros sous, chacun parti roule pour sa chapelle. Ce n'est pas normal que 50 milliards de DH, budget de ce fonds, soit géré par le seul ministre RNI de l'Agriculture Mohamed Sadiki. Cette manne est trop importante pour nous laisser indifférent...

Au début, seul le PAM disputait la tutelle de ce fonds au RNI. L'Istiqlal n'avait aucune visée sur cette montagne d'argent... Pourquoi avoir changé d'avis ?

Il est vrai qu'au début notre pari était spectateur des manœuvres du PAM et hésitait à entrer dans la transe pour ne pas ajouter à la tension. Mais certains députés istiqlaliens trop gourmands m'ont poussé à réclamer notre part du gâteau. J'ai dit oui surtout que c'est le ministère que je dirige, celui de l'Équipement et de l'eau, qui est candidat au partage...

Part du gâteau ?

C'est un gâteau colossal qui a de quoi faire saliver les moins voraces des politicards. A l'Istiqlal, ce montant a fait perdre tourner la tête à bien des membres qui ont fait valoir les valeurs de notre parti, à savoir la justice sociale et l'égalitarisme, pour réclamer le partage à égalité de cette gigantesque et bénie gamila entre les trois partis.

Mais la tutelle de ce fonds revient naturellement au ministère RNI de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche...

Le département de l'eau que je dirige est légitime à en profiter puisqu'il s'agit d'une manne liquide. Ça coule de source et l'Istiqlal a le droit de se faire arroser. En ces temps de stress hydrique et de rareté des précipitations, nous avons tous soif. Le monde rural compte sur nous pour l'irriguer au compte-goutte.

Le RNI est-il d'accord avec votre vision ?

Il est évidemment contre notre proposition de partage à trois mais nous comptons au nom de l'intérêt des Istiqlaliens à le pousser pour mettre de l'eau dans son vin. ►

Jeux d'argent illégaux en ligne

Le Maroc parie sur la justice

L'Etat marocain a officiellement porté plainte contre 1xBet, chargé de mission au sein de la Marocaine des Jeux et des Sports (MDJS). Ce dernier s'exprimait lors de la conférence sur les paris sportifs illégaux organisée le 7 novembre à Rabat par le Conseil de l'Europe en partenariat avec la MDJS dans le cadre de la convention Marcolin. 1xBet, tout comme ses différents relais au Maroc, est dans le viseur des enquêteurs de la BNPJ en raison du caractère illégal de ses offres de paris sportifs d'avant-match pratiqués essentiellement en ligne. Les services de ce bookmaker russe, qui ont le vent en poupe, sont utilisés par des millions de parieurs à travers le monde. Les disciplines visées sont principalement le football, le hockey et le volley-ball. Le loto sportif et les jeux de casino font également partie des prestations proposées.

Ce business illicite génère pour l'opérateur russe des milliards de dollars au titre des mises quotidiennes issues de pays où l'industrie est encadrée par la loi avec souvent un monopole de l'État. C'est le cas du Maroc qui se trouve lourdement pénalisé par l'activité illégale de 1xBet, lui occasionnant un manque à gagner annuel de

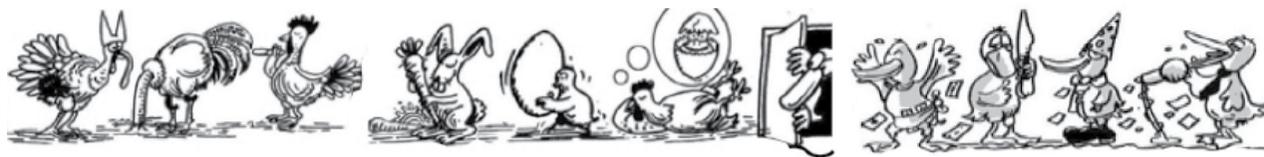


Younes El Mechrafi, directeur général de la MDJS.

plusieurs centaines de millions de DH. Une perte colossale pour les caisses de l'État mais aussi pour le Fonds de la promotion du sport dont la MDJS est le principal contributeur. De nombreux pays sont dans la même configuration, sauf (paradoxalement) la Russie où 1xBet est interdit en raison d'une loi adoptée en 2006 et renforcée en 2021 sur la réglementation d'État des activités de jeu d'argent. Résultat : pour décrocher une licence et fournir des services de jeu en ligne et hors ligne, il faut obligatoirement avoir un siège social en Russie, produire une licence du service fédéral des impôts et supprimer de l'offre tous les jeux d'argent et de casinos. Comme 1xBet a intégré dans son offre les jeux d'argent et de casino, il a décidé de créer une nouvelle société du nom de 1xStavka en Russie qui répond aux exigences de la loi russe en la matière. Mais les parieurs du pays de Poutine ont toujours la possibilité de recourir aux services de 1xBet. Il leur suffit de s'arranger pour changer l'adresse IP et le point de connexion à l'aide d'un logiciel spécifique. Un jeu d'enfant. ►



Can'Art et CULTURE



Festival international du film de Marrakech Un grand festival victime de clichés

Cette année, le Festival International du Film de Marrakech célèbre ses 20 ans (même s'il existe plutôt depuis 2001. Covid et compagnie...). Et plusieurs idées préconçues négatives circulent étrangement à son sujet, même si elles n'ont pas vraiment lieu d'exister. Zoom.

AMINE AMERHOUN

Depuis extrêmement longtemps, trop longtemps, on peut lire sur la page Wikipédia consacrée au FIFM des propos peu élogieux, dans le chapitre consacré au positionnement du FIFM ; et tout le monde sait ce que vaut Wikipédia pour informer les gens de quelque chose. Trop souvent, on se contente de ça. Cela fait office de vérité indubitable, jusqu'à preuve du contraire, ou même pas. Ainsi peut-on y apprendre, sur cette page, que « le Festival revendique un positionnement d'ouverture sur le monde, de tolérance et de rencontres interculturelles autour du cinéma ». C'est bien mais, « néanmoins » (le terme utilisé sur la page Wiki), « le site d'informations Médias 24 considère le festival, lors de son édition 2014, comme concentré essentiellement sur la présence de stars avec un positionnement cinématographique mal défini. Les magazines français Studio magazine, Première et Les Inrockuptibles n'y envoient plus leurs journalistes, estimant que l'événement est plus fait pour attirer la presse people que la presse cinéma. Toujours selon Médias24, le prix qu'il décerne, L'Étoile d'or, n'a que peu de notoriété et n'influe pas sur la carrière de ceux qui le reçoivent ». Oula ! Et ce n'est pas tout ! Pour conclure ce chapitre de positionnement, cette dernière phrase : « Enfin, le festival souffre aussi de l'absence d'un marché du film qui permettrait à des producteurs de vendre leurs films à l'international ». En résumé, ce n'est pas un festival de cinéma, juste une sorte de prétexte pour que du beau monde se réunisse dans la ville ocre, afin de papoter, déguster des cocktails et donner une belle image du pays. Le Canard n'a jamais été porté sur le béni-oui-oui, non, non ! Et ça, nos lecteurs le savent. Mais quand on lit l'article en question, source d'informations de cette plus grande source d'informations au Monde concernant le FIFM qu'est ladite page wiki, on trouve que le média en ques-



Le FIFM ce n'est pas que des paillettes...

tion ne cite pour la majeure partie que des sources souhaitant conserver l'anonymat et que c'est sur la base de cette poignée de gens anonymes qu'il en arrive à décrire l'Étoile d'Or délivrée par le FIFM comme « un prix en paillette », et le festival lui-même comme étant un « échec ». On y trouve par exemple : « L'échec se mesure sur tous les plans : le festival a été lancé pour tirer Marrakech, mais c'est Marrakech qui le tire. Il est censé être un festival de cinéma mais ce sont quelques stars, quelques paillettes qui font leur cinéma pour les magazines people ». Bref, le FIFM est condamné sur tous les plans. Chose qui nous a décidés à enquêter de notre côté, afin soit de conforter cette position ou, au contraire, de montrer que c'est elle qui est tout bonnement fautive. Et injuste...

D'une pierre, deux coups !

Thierry Chèze, dans le domaine, est vraiment quelqu'un, quelqu'un de très connu, en France mais aussi un peu partout. Il est rédacteur en chef de Première, a été rédacteur en chef de Studio Magazine, et est même la voix des Césars (la voix off). Son parcours est franchement impressionnant. Et ce dernier, qui était à la tête de la rédaction et de Première et de Studio Mag, met fin à cette idée de refus des journalistes-ciné de venir au FIFM car le festival ne

vaudrait pas un clou : « Le fait que les journaux envoient moins de journalistes sur place n'est pas lié à l'attractivité du festival mais à la crise de la presse qui fait qu'il y a de moins en moins de journalistes et de moyens et donc que le traitement de tous les festivals (hors Cannes) se fait à voilure réduite. Berlin et Venise comme Gérardmer ou Toronto ». Cela ne concerne donc pas que le FIFM, mais aussi Berlin, Venise, Gérardmer (en France !) et Toronto ! Et nous pensons qu'il n'a aucune raison de mentir à ce sujet. Quant aux journalistes spécialisés anonymes, ils rappellent à présent le proverbe marocain du chat qui, ne pouvant atteindre le morceau de viande, prétend qu'il est avarié. Désolé mais c'est la seule explication possible. Comment peut-on dire « Je viendrai pour rien au monde à ce truc », alors qu'on ne peut même pas s'y rendre, question de budget (selon les dires du chef !), et alors qu'il y a des sommités mondiales à chaque fois au festival ? Nous vous le demandons ! Pour des journalistes français (loin des USA et du reste du monde du cinéma), rater une occasion d'être proche de Scorsese ou de Coppola, quand bien même ce serait le pire festival au monde ?! Drôles de journalistes... Ça n'a pas de sens, n'est-ce pas ?! Quoi qu'il en soit, l'un des principaux intéressés a répondu et ses propos sont sans équivoque. A savoir que Première est le premier magazine spécialisé en cinéma

en termes de vente en France. Et, en passant, nous sommes navrés de contredire des confrères, surtout ces confrères-là que nous respectons beaucoup, mais la vérité ne saurait se soucier d'aucun lien pouvant exister dans un corps de métier. Si le Festival était nul, nous l'aurions dit tout de suite, sans hésiter une seule seconde. Mais il ne l'est pas. Bien au contraire... Attendez de lire la suite !

Voyons du côté des réalisateurs primés

Mir-Jean Bou Chaaya, réalisateur libanais, a remporté l'Étoile d'or en 2015, lors de la 15ème édition du Prix, grâce à son film *Very Big Shot*. Très ému, il nous révèle : « L'Étoile d'or a certainement eu un impact positif sur ma carrière. J'ai obtenu l'Étoile d'Or pour mon premier long métrage vers l'âge de 25 ans. Il a fourni une validation précieuse du travail que nous avons présenté ». Et pour comprendre un peu le comment, d'autres propos de M. Bou Chaaya se révèlent très éclairants : « La couverture médiatique internationale de l'événement et la mise en lumière de la cérémonie de remise des prix ont indéniablement contribué de manière significative au lancement de ma carrière ». Et le menu offert au FIFM ne s'arrête pas là, toujours selon Mir-Jean : « L'opportunité de rencontrer Francis Ford Coppola, l'un des cinéastes les plus influents de notre époque, de rester en contact avec lui après le festival et d'avoir une conversation en tête-à-tête avec lui à San Francisco, a été un formidable élan de carrière qui n'aurait pas été possible sans le Festival du Film de Marrakech. C'est un souvenir que je chérirai pour toujours et dont je serai éternellement reconnaissant ». Et Mir d'insister de nouveau sur ce point précis : « L'accès que le Festival du Film de Marrakech offre à son public, lui permettant de côtoyer des cinéastes légendaires tels que Martin Scorsese, Paolo Sorrentino, Nuri Bilge Ceylan et le regretté

Abbas Kiarostami (avec qui j'ai eu le privilège d'assister à une conversation au 15ème édition), est une opportunité rare et inestimable qui doit être chérie et préservée pendant des années». Dans le même sens, un autre récipiendaire de l'Étoile d'Or, à savoir l'Estonien Veiko Õunpuu, qui l'a reçue en 2007 pour son film *Autumn Ball*, nous explique autrement cette « quasi-nécessité » de présence sur les lieux : « Malheureusement, je n'ai pas pu visiter le festival moi-même en ce moment-là et je n'en ai donc aucune connaissance personnelle, mais nos représentants ont fait l'éloge du festival et de l'hospitalité dont a fait preuve tout le monde. J'en ai donc une opinion très positive. Quant à l'impact sur ma carrière... peut-être qu'il y en aurait eu si j'avais pu me rendre au festival ».

Une conclusion avec une pointe d'amertume, et probablement de regrets. Par contre, il faut souligner ici que ce film, *Autumn Ball*, a eu un succès phénoménal et a remporté le premier prix Orizzonti (Horizons) du festival de Venise. Donc M. Õunpuu ne se plaint pas au sujet de sa carrière après ce film... Pour exprimer les choses autrement, il ne dit pas : « Ma carrière est restée au point mort après le FIFM ». Mais il pense les choses ainsi et nous les révélons, bien entendu, telles quelles. Et comprenne qui pourra !

Abracadabra !

Ernest Abdysheparov, Kirghize, a reçu l'Étoile d'or en 2005 et a vu dans le FIFM certaines choses... des choses qui, telles qu'il les raconte, filent vraiment la pétoche : « Saratan » est mon premier film et avant Marrakech j'avais déjà reçu des prix. Mais le Festival de Marrakech a été mon premier Grand Prix et le festival le plus mystique que j'aie jamais vu. Notre avion était en retard pour Casablanca et nous avons dû nous rendre à Marrakech en bus. Nous sommes arrivés de nuit et de là où nous avons été déposés, je suis arrivé à l'hôtel moyennant 5 dollars. Ils m'ont mis dans la chambre 155 et quand



Can'Art et CULTURE



J'ai ouvert le catalogue, bizarrement notre film était projeté le 15 novembre à 15h. J'ai commencé à chercher plus loin. Il s'est avéré que 15 films participaient à la compétition, que le festival en était à la cinquième édition et que le grand prix était une étoile à cinq branches, symbole de l'Etat marocain. C'est là que je me suis dit que l'Etoile d'Or serait forcément attribuée à notre film ». Choubik, loubik ! A souligner que l'islam au Kirghizistan est sunnite, et plus précisément de l'école hanafite, et qu'il est fortement influencé par le soufisme et le chamanisme. Ce qui fait peut-être que M. Abdyshaparov, ou plutôt sa manière de voir les choses, est absolument fantastique : « Le festival de Marrakech est l'endroit où j'ai parlé avec les stars du cinéma mondial, me suis tenu à côté de Martin Scorsese, Abbas Kiarostami, j'ai embrassé Monica Bellucci sur la joue, j'ai bu du vin à la même table que Catherine Deneuve, c'était des plaisirs incessants, tout le long de mon séjour ». Il faut noter qu'il parle de faits qui se sont produits en 2005 et dont il se souvient encore en 2023... Question influence de ce prix sur sa carrière, le réalisateur Kirghize parle même d'envol : « Il s'avère que cette présentation a été diffusée sur Fashion TV, lors de laquelle Monica Bellucci, une star mondiale, m'a remis l'Etoile d'Or de Marrakech. Tout le Kirghizistan était au courant. C'est cette étoile qui est devenue le point de départ, pour moi, après quoi j'ai été reconnu dans mon pays natal ». Et pour ce qui est également de son obtention de l'Etoile d'Or, M. Abdyshaparov a aussi sa petite théorie, quelque peu mystique également, intégrant l'impact du Maroc en lui-même, et des Marocains généralement sur les membres du jury : « Le plus étonnant, c'est la façon dont notre film a été reçu. Il s'avère que les Marocains ont beaucoup de points communs avec les Kirghizes. Les Kirghizes professent l'islam, mais ont conservé leurs traditions nationales et se sont également familiarisés avec le monde grâce à la langue russe. Les Marocains professent également l'islam, mais ils ont conservé leurs anciennes traditions et se sont présentés au monde à travers la langue française. Les personnes de culture mixte (NDLR : il parle ici des Marocains pour la plupart) percevaient notre image comme

la leur. Ils ont réagi si vivement que cela a apparemment affecté la perception du jury. Comme me l'a dit le président, le classique français Jean-Jacques Annaud, tous les membres du jury étaient unanimes, même si les films présentés étaient connus comme faisant partie des meilleurs au monde. C'est pourquoi je n'oublierai jamais ces impressions, les plus vives de ma vie, un quotidien de fête, de la plus belle des fêtes, du plus beau pays : le Maroc ! » Nous ne sommes pas d'accord, au sujet de l'influence des Marocains sur le jury, au sujet de cette contagion, Saratan mérite absolument l'Etoile d'Or, mais, pour tout le reste, M. Abdyshaparov, nous vous disons merci ! Ce Monsieur, il faut impérativement l'inviter chaque année ! Il a du goût ! Et de... « l'esprit » !

Parole maintenant au spécialiste !

Omar Belkhemmar, universitaire et critique de cinéma et ancien président de l'Association Marocaine des Critiques de Cinéma, a participé comme journaliste et critique à toutes les éditions du FIFM, et, sans requérir l'anonymat, il est catégorique : « Le FIFM est devenu objectivement l'un des plus importants festivals de cinéma au monde ! » Et comment il a fait ça, Monsieur Belkhemmar ? « C'est parce qu'il a pu bien maîtriser son organisation, d'une manière professionnelle, sur le plan de l'accueil des participants de haut niveau qui se fait dans de très bonnes conditions, et sur le plan de la qualité des cinéastes invités, des films internationaux et nouveaux choisis, et de ses activités parallèles intéressantes et diversifiées.

Le FIFM devient de plus en plus important avec l'expérience déjà acquise et je pense qu'il est sur la bonne Voie pour pouvoir dans l'avenir être classé parmi les premiers des plus importants festivals cinématographiques mondiaux ». Nous l'espérons tous ! Et nous espérons surtout que soit modifiée la page wiki concernant ce sujet de positionnement. C'est vraiment injuste ! Et le mot est gravement faible... Chose que vous dévoilera, avec beaucoup plus de précision et de clarté, l'entretien suivant, en encadré. ▶

Trois questions et une exclamation à Saïd El Mazouari

Critique de cinéma, plusieurs fois membre de jury pour des prix nationaux et internationaux, et ancien secrétaire de la rédaction de Cinémag, entre autres casquettes ayant trait au Septième art.



Qu'est-ce que le FIFM a de spécial ?

Je crois que la particularité du festival de Marrakech c'est qu'il est à la fois, par sa compétition officielle, qui je le rappelle est dédiée au premier et deuxième long-métrage d'un réalisateur donné, un tremplin pour les jeunes, donc il est utile pour la découverte de nouveaux talents, et aussi grâce aux Ateliers de l'Atlas, qui sont un vrai tremplin pour la découverte de nouveaux talents et les accompagner dans le développement de leurs projets, que ce soit lors du stade de l'écriture ou postproduction. Et l'autre particularité, l'autre extrême si je peux dire, c'est qu'il est une plateforme pour la présentation des derniers travaux des grosses pointures du 7ème art, que ce soit via les projections spéciales ou les séances de gala. Vraiment il y a de très grosses pointures qui sont présentes, dans le jury, oui, mais aussi dans une section très importante de l'offre du festival qui est « Conversation avec ». Tout cela permet de présenter la crème de la création cinématographique mondiale. Et c'est ce grand écart-là qui rend le festival de Marrakech particulier et qui lui donne sa singularité.

Selon certains médias, le FIFM ne serait qu'un festival bling-bling, et non un festival de cinéma réellement orienté art. Qu'en pensez-vous ?

Je crois qu'ils se trompent parce que le cinéma étant depuis sa création un art mais aussi une industrie, il possède cette double-face : le côté show-people-paillettes et le côté art. Même les grands festivals, le trio très connu Cannes-Berlin-Venise, allient ces deux aspects. Je ne vois pas pourquoi Marrakech devrait déroger à ça. Marrakech fait beaucoup de choses pour le développement de nouveaux talents du cinéma mondial. Que ce soit ceux des contrées connus comme les Etats-Unis, l'Australie ou le Brésil, qui sont des pays qui sont toujours là à la compétition officielle, mais aussi ceux des contrées défavorisées par la cartographie du cinéma mondial. Cette année, il y a un film malgache, il y a aussi des films d'Afrique subsaharienne, et c'est très important, très important d'aider comme ça les jeunes à se trouver, à se réaliser. Surtout que leurs films sont projetés devant un jury d'exception, généralement présidé par des géants du cinéma mondial. Donc je crois que ces médias-là exagèrent en disant ça. Il y a beaucoup d'idées reçues comme ça sur certains festivals, je crois que Marrakech en fait partie, mais il commence à sortir de ces idées préconçues, grâce à ses résultats. Je rappelle que certains films qui ont été primés à Cannes, dont des films marocains comme celui d'Asmae El Moudir ou celui de Kamal Lazraq, eh ben ils sont passés par les Ateliers de l'Atlas. Et à force de consolider les réalisations, tout le monde va se rendre compte du rôle que joue le festival pour le développement du cinéma mondial.

Est-ce que l'Etoile d'Or contribue selon vous à l'essor des réalisateurs qui en sont récipiendaires ?

Je ne sais pas s'il contribue assez ou pas, mais il y a des cas de réalisateurs dont l'obtention de l'Etoile d'Or à Marrakech a joué un rôle prépondérant dans le développement de la carrière. Justin Kurzel qui était là, en tant que membre du jury l'année dernière, l'a dit. Après son film, les Crimes de Snowton, magnifique film que j'ai vu lors du festival dans une séance mémorable, je lui ai posé la question pendant la conférence de presse du jury : et il a dit que le prix qu'il a obtenu a joué un rôle important pour faire connaître son film. Alexandre Payne, qui sera présent aussi cette année pour son dernier film dans les projections spéciales, a gagné en 2004 l'Etoile d'Or avec son film Sideways et ce prix-là a beaucoup joué pour aider le film dans sa course pour les Oscars, où il a remporté le prix du meilleur scénario adapté. Généralement, quand un festival est aussi bien médiatisé, comme l'est celui de Marrakech, les prix engrangés par les films sont influents dans la carrière des réalisateurs. Je crois que le festival est sur la bonne voie pour être parmi les 20 meilleurs festivals au monde, dans le moyen terme. Il n'y a pas d'autre secret que le travail, la perspicacité des choix, et la régularité. C'est très important, la régularité, pour un festival de cinéma. ▶





Le MIGRATEUR



Espagne

Sanchez se maintient au pouvoir au prix d'un pacte controversé

Le premier ministre espagnol a obtenu jeudi 9 novembre, par l'intermédiaire d'un de ses émissaires, l'accord indispensable à son maintien au pouvoir. Un accord très critiqué par la droite conservatrice et l'extrême droite. Explications.

Après plusieurs semaines de tractations entre le PSOE (Parti socialiste) et le Parti indépendantiste Junts, une première étape est franchie. L'ancien président du gouvernement catalan et eurodéputé de Junts, Carles Puigdemont s'est exprimé devant la Presse depuis Bruxelles, où il s'était exilé dans la foulée du référendum sur l'indépendance de la Catalogne en 2017. Pour le leader indépendantiste, il s'agit là "d'une étape inédite qu'il va encore falloir explorer" et pour laquelle "il n'existe d'autre limite que la volonté du peuple de Catalogne et que l'unique institution légitime qui le représente, c'est le Parlement catalan. Les limites, c'est le Parlement de Catalogne qui les fixe et personne d'autre". Près de quatre mois après les élections législatives en Espagne, et après avoir déjà obtenu le soutien de la gauche indépendantiste d'ERC actuellement au pouvoir, le chef de file des

socialistes s'assure, par ce pacte, le nombre de votes suffisants pour décrocher la confiance du Parlement, très fragmenté et renouveler ainsi son mandat de Premier ministre. En contrepartie des voix décisives des sept députés de Junts, Carles Puigdemont et son Parti attendent d'abord une loi d'amnistie pour clore, après quatre ans, le dossier judiciaire pour l'ensemble des dirigeants et militants impliqués dans le processus d'indépendance du 1er octobre 2017. Également soutenue par les partis basques et l'extrême gauche catalane, la loi sur l'amnistie devrait être votée dès l'investiture de Sánchez. Mais les négociations ne s'arrêtent pas là ! Dans le texte de l'accord signé ce 9 novembre, il s'agit d'offrir la pleine normalité politique, institutionnelle et sociale comme condition indispensable pour aborder les défis de l'avenir proche". En clair, la stabilité du futur gouvernement central pourrait donc dépendre de l'avancée des négociations quant à "la résolution du conflit politique en Catalogne" et donc de l'organisation d'un nouveau référendum comme celui tenu en 2014 en Ecosse. Outre la question de l'amnistie, l'accord scellé par Pedro Sánchez avec les indépendantistes catalans réveille une fracture sur un thème très sensible : le financement des régions et la répartition des impôts. Pour obtenir leurs voix, indispensables à sa reconduc-



Pedro Sanchez avec Carles Puigdemont

tion au pouvoir, le Premier ministre socialiste sortant Pedro Sanchez a fait plusieurs concessions de taille. À la demande de la Gauche républicaine de Catalogne (ERC), parti séparatiste à la tête de la région, il a accepté l'annulation de 15 milliards d'euros de dette contractée par la Catalogne vis-à-vis de l'État après la crise financière de 2008, soit près de 20 % de son ardoise. Si les socialistes promettent que cet accord sera étendu à toutes les régions ayant recouru au même fonds, créé par l'État pour aider des communautés autonomes asphyxiées durant cette période compliquée, cette concession fait grincer des dents dans les

collectivités, de droite comme de gauche. Cet accord politique a suscité une vive controverse dans la classe politique espagnole. Échanger des voix contre un accord avec les indépendantistes catalans, il n'en fallait pas plus aux partis de droite et d'extrême droite pour fustiger Pedro Sánchez, accusé de se rabaisser à tirer à ses dernières cartouches pour se maintenir coûte que coûte à la tête du gouvernement. Questionnée à ce sujet par la chaîne Antena 3, la présidente PP de la communauté de Madrid, Isabel Diaz déclare que le pacte signé entre le PSOE et Junts signifie pour l'État espagnol d'« entrer en dictature ». ▀

L'hôpital Al-Shifa pris d'assaut par l'armée sioniste

De plus en plus au-dessus des lois, l'armée israélienne a franchi un autre palier dans la provocation et l'horreur en faisant une incursion dans l'hôpital Al-Shifa.

L'armée sioniste, dopée aux élucubrations messianiques, se permet tout en Palestine. Après avoir bombardé les bâtiments civils, les convois de réfugiés, les ambulances et massacré des milliers d'enfants et de femmes, elle a envahi mercredi 15 novembre le plus grand complexe hospitalier de Gaza, Al Shifa. Selon la propagande de l'occupation sanguinaire, l'objectif est d'y mener « une opération précise et ciblée » contre le mouvement palestinien « dans une zone spécifique ». L'hôpital en question étant considéré par Israël comme un site militaire stratégique du Hamas, une accusation soutenue par son complice américain. Sans que cette allégation ne soit étayée par aucune preuve tangible. Tout ce qui a été fourni ce sont les images tournées par la propagande israélienne d'une grossière mise en scène d'armes appartenant au Hamas prétendument cachées dans certaines salles de l'hôpital. « Nous appelons tous les terroristes du Hamas présents dans l'hôpital à se rendre », a exhorté l'armée israélienne dans son message annonçant cette opération scandaleuse qui viole les conventions internationales. « Je suis dans l'hôpital et je vois des dizaines de soldats et de commandos aux urgences et à la réception et il y a des chars qui sont entrés dans le complexe de l'hôpital », a déclaré, à l'Agence France-Presse (AFP), Youssef Abul Reesh, un haut responsable du ministère de la Santé du gouvernement du Hamas, appelant les Nations unies et la communauté internationale à intervenir « immédiatement » pour mettre fin à cette opération. « L'adoption par la Maison Blanche et le Pentagone du faux récit de l'occupation selon lequel la résistance utilise le complexe médical

Al-Shifa à des fins militaires a donné le feu vert à l'occupation pour commettre davantage de massacres contre les civils », avait assuré le Hamas mardi 14 novembre. « La protection des nouveau-nés, des patients, du personnel médical et de tous les civils doit l'emporter sur toute autre considération », a déclaré le secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires de l'ONU. Une ONU qui ne fait qu'étaler son impuissance totale à faire respecter la loi, le droit et les conventions internationales quand il s'agit du sionisme criminel et arrogant. Or, plusieurs milliers de personnes, malades, personnels et civils déplacés par la guerre qui fait rage depuis le 7 octobre, s'entassaient sur le site de l'hôpital Al-Shifa, était encerclé par l'armée israélienne qui a déployé tout autour son matériel de guerre. Le terrorisme et la sauvagerie sionistes dépassent toutes les limites du supportable. Le directeur de l'hôpital a déclaré qu'au moins « 179 corps » avaient été enterrés mardi dans une fosse commune. « Il y a des corps qui jonchent les allées du complexe hospitalier et les chambres froides des morgues ne sont plus alimentées » en électricité, a expliqué à l'AFP Mohammed Abou Salmya, avant l'opération israélienne. ▀



Un assaut sauvage et immoral qui a scandalisé plus d'un...

le Canard Libéré

Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Rue Ibnou Katir résidence Al Mawlid II Imm. D RDC n°4 Maârif - Casablanca -

Tél : 0522 23 32 93

Fax : 0522 23 46 78

E-mail : contact@lecanardlibere.com

Site web : www.lecanardlibere.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET DE LA RÉDACTION

Abdellah Chankou

a.chankou@lecanardlibere.com

RÉDACTEUR EN CHEF

Abdellah Chankou

RÉDACTION

Jamil Manar

Abdelkarim Chankou

Saliha Toumiet Ahmed Zoubair

CORRESPONDANT EN FRANCE ET EN EUROPE

Samir Berhil

s.berhil@lecanardlibere.com

CARICATURES

Boudali, Zag

SERVICE COMMERCIAL

Laila Lamrani Amine
Chaimaa El Omari Naïb

WEBMASTER

Larbi Larzaoui

INFOGRAPHIE

Yahia Kamal

LOGISTIQUE

Youssef Roumadi

SERVICE COMPTABILITÉ

Essaadia HAKANI

Impression

Maroc Soir

DISTRIBUTION

Sapress

DOSSIER PRESSE

Aut. 51/06

DÉPÔT LÉGAL

2007 / 0025

ISSN 2028-0416



Et BATATI ET BATATA



La peur au ventre

Une femme du Bangladesh a mis fin à 20 ans de douleurs plus tôt ce mois-ci, en se faisant retirer une paire de ciseaux chirurgicaux qui avait été oubliée dans son ventre lors d'une opération subie en 2002, rapporte le journal United News of Bangladesh relayé par TVA Nouvelles daté du 18 janvier. Bachena Khatun, 55 ans, a dû composer avec des douleurs à l'abdomen pendant deux décennies. En 2002, elle s'était fait opérer en raison d'un dépôt solide dans sa vésicule biliaire. À la suite de cette intervention, Mme Khatun s'est mise à éprouver de sévères maux de ventre et des douleurs à l'abdomen. Par la suite, elle a consulté son chirurgien et différents médecins qui lui ont tous affirmé que ces douleurs étaient normales et qu'il était possible que l'opération ait causé une douleur permanente dans son corps. Un traitement médicamenteux très cher lui a été proposé. Bachena Khatun a d'ailleurs dû vendre deux vaches pour se faire soigner. Néanmoins, les douleurs persistaient et ce n'est qu'en 2021 qu'un nouveau spécialiste s'est décidé à lui passer une radiographie. Cette dernière a révélé qu'une paire de ciseaux chirurgicaux se trouvaient toujours à l'intérieur de son abdomen. Mme Khatun a été opérée avec succès le 11 janvier dernier. ●

Se prendre pour chien, ça paye !

Une femme de 21 ans qui a quitté son emploi d'opticienne afin de se consacrer à son rôle de chien sur OnlyFans gagnerait maintenant environ 1 million de dollars par année. En effet, selon l'informateur. ca du 16 janvier, Jenna Phillips, mieux connue sous le pseudonyme de « Puppy Girl Jenna », raconte que depuis qu'elle est toute petite, elle s'est toujours sentie comme un chien. Elle avait l'habitude de faire semblant d'être un chiot, de se rouler partout, de courir après des balles et elle adorait recevoir des compliments comme « bonne fille ». Durant les deux années où elle travaillait en tant qu'opticienne, Jenny s'est ouvert un compte OnlyFans, sur lequel elle a commencé à publier du contenu d'elle dans le rôle d'un chien. Lorsqu'elle a constaté que cela lui rapportait beaucoup d'argent, elle a finalement quitté son emploi d'opticienne. ●

Poisson rouge mais pas amnésique

Pas un poisson d'avril prématuré ! Les poissons rouges sont bien capables de conduire un véhicule, a conclu une équipe de chercheurs israéliens dans une étude portant sur la capacité de cette espèce à s'adapter pour se guider dans un environnement terrestre. Dans une étude publiée dans l'édition de février de la revue Behavioural Brain Research, examinée par des pairs et rapportée par Sudinfo avec AFP (12 Janvier), les chercheurs de l'université Ben Gourion ont créé un dispositif permettant à un gros poisson rouge nageant dans un aquarium, lui-même placé sur une plateforme roulante robotisée, de se déplacer. Les chercheurs avaient attaché des caméras suivant le mouvement du poisson et liées à un ordinateur guidant le véhicule. Lorsque le poisson rouge se rendait dans la partie avant de l'aquarium, le véhicule avançait et lorsque le poisson restait dans la partie arrière, le véhicule restait immobile, précisent les chercheurs qui ont mis en ligne une vidéo de ce singulier « véhicule commandé par un poisson ». Pour parfaire leur recherche, les scientifiques israéliens ont placé une cible à l'extérieur du véhicule. Lorsque le poisson rouge parvenait à atteindre la cible, il recevait dans son aquarium 0,002 gramme de granule alimentaire en guise de récompense, précise l'étude financée par des fonds publics et qui a suivi le protocole local en matière de respect des animaux. Après quelques jours, le poisson a réussi à atteindre la cible sans s'égarer, « peu importe son point de départ » et en « évitant des culs-de-sac », souligne l'étude concluant que le poisson rouge a la « capacité de transférer sa représentation spatiale et ses capacités de navigation dans un environnement terrestre complètement différent » du sien. ●



Rigolard



***Un Américain arrive à Paris et prend un taxi.** Le taxi passe devant l'arc de triomphe, le touriste demande alors : - C'est quoi ça ? - C'est notre Arc de triomphe. - Vous avez mis combien de temps pour construire ça ? - Presque 30 ans je pense... - Chez nous au Texas ça prend 3 jours !
Le taxi passe devant Notre-Dame : - C'est quoi ça ? - C'est Notre-Dame, la cathédrale de Paris. - Vous avez mis combien de temps pour construire ça ? - Oh près d'un siècle, sans doute. - Chez nous, au Texas, 6 jours. Le chauffeur commence à avoir les oreilles qui chauffent. Ils passent devant la tour Eiffel : - C'est quoi ça ? - Ça ? Je ne sais pas. Ce n'était pas là ce matin !

***Un homme est sur le point de mourir,** son infirmière, sa femme, sa fille et ses deux fils sont à son chevet. Voici ses dernières volontés, toi mon fils Louis, tu prends les maisons près de l'Hôtel de ville. Toi ma fille, tu prends les appartements sur la rue Pilon. Toi mon fils Simon, pour toi ce sera les bureaux du centre-ville. Pour toi Paulette ma chère épouse, tu t'occupes de tous les immeubles du Mont-Royal. -L'infirmière est émerveillée : « Madame votre mari a dû travailler beaucoup pour avoir accumulé toutes ces propriétés ? »
« Mais non ! ha ha ha, c'est un VRP ! »

***Deux policiers font leur ronde à 2h30** devant les bars et aperçoivent un gars titubant vers son véhicule qui laisse échapper ses clefs à trois reprises. Ils se cachent dans le fond du stationnement et observent la scène. Quatre des amis du gars en question s'approchent et lui et crient: Hey Rick ! Viens avec nous on va te ramener, t'es clairement pas en état de conduire! Mais Rick insiste longuement pour prendre son véhicule malgré l'offre de ses amis. Alors que ses amis prennent chacun leur véhicule respectif, les policiers attendent impatiemment que l'homme prenne la route pour l'intercepter. Cinq minutes s'écoulent, dix

minutes, quinze minutes et l'homme n'est toujours pas parti. Finalement le moteur démarre et l'homme prend la route. Il ne fait pas 100 pieds que la police l'intercepte et lui fait souffler dans la balloune. Résultat : zéro point zéro d'alcoolémie. Les policiers abasourdis, changent les piles de leur alcootest et recommencent le test... Toujours zéro. Un des policiers demande alors à l'homme de lui expliquer la situation. L'homme répondit : Ben ce soir c'était mon tour ! Ton tour de quoi répondit le policier. Mon tour de faire semblant d'être chaud pour que mes chums puissent partir avec leurs chars.

***Deux hommes dans leur soixantaine** parlent du vieillissement et l'un dit à l'autre... le pire, c'est nos femmes, elles refusent d'admettre qu'elles vieillissent et essaient toujours de cacher leurs bobos. Tu as raison mais moi, j'ai trouvé un bon truc pour les prendre au jeu... si tu veux savoir si ta femme commence à être sourde, place-toi à 10 mètres d'elle et pose-lui une question. Puis, quand tu verras qu'elle ne répond pas, avance-toi à 5 mètres. Puis à 2 mètres. Puis à 1 mètre. Et là, elle va devoir se rendre à l'évidence qu'elle commence à devenir sourde ! Le mec trouve l'idée très bonne et en rentrant chez lui, il se met à 10 mètres de sa femme et lui demande d'une voix forte, «qu'est-ce qu'on mange pour souper ? » Pas de réponse... Il s'approche alors à 5 mètres et demande encore, « qu'est-ce qu'on mange pour souper ? » Pas de réponse... Il s'approche encore, à 2 mètres, et redemande, « qu'est-ce qu'on mange pour souper ? » Pas de réponse encore... le gars n'en revient pas ! Il s'approche alors à 1 mètre et hurle, «qu'est-ce qu'on mange pour souper ? » Sa femme se retourne et crie, « POUR LA QUATRIÈME FOIS, DES LASAGNES ! »

A VENDRE

Appartement bien entretenu deuxième main

Superficie 128 m²

sur boulevard de la Résistance, près 2 mars à Casablanca.

Grand salon + 2 pièces. Bien aéré et ensoleillé. Situé au dernier étage (7ème). Sans vis-à-vis. Doté d'une terrasse vue sur mer.

Contact:

0661252000

LOUONS DES BUREAUX DE TOUTES SUPERFICIES

Angle boulevard de la Résistance, Rond-point d'Europe et Boulevard Zerktouni
Contactez-nous au 0661177444





نظير الرسم العقاري

الملك المبرور



Le titre foncier
Sécurise votre propriété
immobilière, il est
définitif et inattaquable

www.ancfcc.gov.ma